

<b>Zeitschrift:</b>	Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV
<b>Herausgeber:</b>	Schweizerischer Juristenverein
<b>Band:</b>	10 (1891)
<b>Rubrik:</b>	Protocoll der 29. Jahresversammlung des schweizer. Juristenvereins

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Protocoll

der

## 29. Jahresversammlung des schweizer. Juristenvereins

abgehalten

im Rathhouse zu Genf den 21. und 22. September 1891

unter dem Vorsitz

des Präsidenten Herrn alt Bundesrichter Dr. ROGUIN.

---

### Verhandlungen vom 21. September.

#### I.

Die Sitzung wird vom Präsidenten mit folgender Ansprache eröffnet:

Messieurs et chers Collègues,

L'année qui vient de s'écouler, si elle peut être considérée comme heureuse au regard de notre fortune sociale, doit cependant être qualifiée de mauvaise année pour l'accomplissement du but que notre société s'efforce d'atteindre, le progrès en Suisse de la science du droit, la diffusion de la connaissance du droit fédéral et des législations cantonales.

En effet, aucun travail ne nous est parvenu dans le concours ouvert pour obtenir „un exposé des dispositions que „la Confédération doit adopter dans un traité international „pour l'exécution en Suisse des jugements étrangers en matière civile.“

Votre Comité n'avait pas douté que cette question, toujours actuelle dans la pratique et aussi controversée qu'im-

portante pour les intérêts de nos concitoyens faisant négocie avec l'étranger, saurait attirer l'attention des juristes et les encourager à l'étudier d'une manière approfondie.

Notre espérance a été déçue, nous le constatons avec regrets, mais nous examinerons s'il n'y aurait pas convenance dans le concours de l'année prochaine de faire une nouvelle tentative pour obtenir un mémoire indiquant avec précision et clarté les principes que la Confédération doit consacrer en cette matière.

La loi fédérale sur les rapports de droit civil des citoyens établis et en séjour a été définitivement adoptée par les conseils législatifs de la Confédération et porte la date du 25 Juin 1891. Elle n'a pas encore doublé le cap du referendum et n'a été officiellement publiée dans la feuille fédérale que le 19 août écoulé.

Ma lecture rapide de cette loi ne permet donc pas d'émettre encore une opinion étudiée sur les dernières solutions admises par le législateur dans les deux importantes matières du régime matrimonial et du droit successoral: ce sera pour l'année prochaine.

Mais une disposition nous a spécialement étonné à la première lecture, c'est l'article 38 portant que „le Tribunal fédéral connaîtra, en la forme fixée pour les recours de droit public, de toutes les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi.“

Il est certain que dans les cas de contestations sur l'attribution de la tutelle des nationaux et des étrangers à l'autorité du domicile ou à celle du lieu d'origine étant litiges de ce genre, l'intervention du Tribunal fédéral, comme cour de droit public et en la forme fixée pour les recours de cet ordre, est pleinement justifiée: c'est ce que décide déjà l'article 26 de la loi. Mais, lorsqu'il s'agira, en matière de faillite ou de succession, de litiges portant sur des intérêts pécuniaires entre la femme du failli et des créanciers, entre la femme du défunt et des héritiers ou des tiers intéressés à la fixation et au partage de l'actif de la succession, litiges soumis aux Tribunaux civils du domicile du failli ou du

dernier domicile du défunt, le Tribunal fédéral ne pourra-t-il pas être invoqué comme juge civil de 2<sup>de</sup> ou de 3<sup>e</sup> instance, si la valeur litigieuse est de 3 mille francs, lorsqu'il sera prétendu que le premier juge a violé l'une des dispositions de la loi de 1891 qui fixent le régime matrimonial ou le droit successoral?

Il y a là une question d'interprétation de la loi qui ne tardera pas à être posée et l'intention du législateur devra être recherchée dans les documents relatant les délibérations des Conseils et de leurs commissions.

Comme le recours de droit public peut être interjeté sans la condition d'une valeur litigieuse minimum, le moyen de droit offre, il faut le reconnaître, une plus grande ampleur pour arriver au but voulu par la Constitution, l'application uniforme du droit fédéral.

Notre Société compte actuellement 645 membres, domiciliés en Suisse et qui ont payé la cotisation annuelle: 9 autres membres sont absents du pays; en outre, 7 membres honoraires sont tous domiciliés à l'étranger.

Notre fortune sociale a augmenté d'environ 2 mille francs et nous avons ainsi retrouvé le moyen de subventionner les publications importantes intéressant le droit national.

La mort a laissé dans nos rangs de douloureux vides et je vous signale le départ des juristes dont les noms suivent.

L'avocat G. *Jaeger*, à Brugg, canton d'Argovie, ancien président du Conseil national, l'un de nos doyens les plus respectés: nous aimions à le voir assister, malgré son grand âge, régulièrement à nos assemblées, et sa longue carrière, si dignement parcourue, était un noble exemple de travail et d'honorabilité;

L'avocat *Haberstich* à Aarau, député au Conseil des Etats, auteur d'un savant commentaire du code des obligations et d'autres ouvrages sur le droit cantonal;

Le juge fédéral Aloïs *Kopp* de Lucerne, prématûrément enlevé à la Confédération et à son Canton, où il jouissait du respect de tous;

Le directeur *Zingg*, à Lucerne, administrateur éclairé et habile ayant revêtu de hautes magistratures dans son Canton, avant de devenir directeur de la Cie du Gothard;

L'avocat *Pfenninger*, à Zurich, député au Conseil des Etats et ancien conseiller d'Etat, qui avait repris avec zèle et succès la pratique du barreau;

Le Dr. Charles Emile *Baillet*, notaire à Boudry, canton de Neuchâtel;

Le Dr. Gustave *Fick*, à Genève, avocat savant en jurisprudence et praticien habile; et d'autres encore, dont nous honorons le souvenir.

Les nouveaux membres, que nous allons recevoir nombreux dans notre Société, marcheront sur les traces de leurs devanciers.

## II.

Als neue Mitglieder werden auf ihre Anmeldung hin aufgenommen:

1. Hr. Dr. *Paul Gubser*, Advocat, Zürich.
2. „ Dr. *Paul Hiestand*, Zürich.
3. „ Dr. *C. H. Muggli*, Advocat, Zürich.
4. „ Professor Dr. *Lotmar*, Bern.
5. „ *Charles Egger*, avocat, Fribourg.
6. „ *Max Alter*, Fürsprech und Notar, Solothurn.
7. „ Dr. *Dietschi*, Fürsprech und Notar, Olten.
8. „ *Fabian Fürst*, Friedensrichter und Notar, Solothurn.
9. „ *Eduard Kessler*, Fürsprech und Notar, Solothurn.
10. „ *Marti*, Polizeisecretär, Rüttenen (Solothurn).
11. „ *Eugen Nagel*, Amtsschreiber, Solothurn.
12. „ *Scheuber*, Gerichtsstatthalter, Langendorf (Solothurn).
13. „ Dr. *Max Studer*, Oberrichter, Solothurn.
14. „ Dr. *Heinrich Neher*, Advocat in Cairo, von Schaffhausen.
15. „ *Friedrich Schneider*, Bezirksgerichtsschreiber, Wyl (St. Gallen).
16. „ Dr. *Fritz Fleiner*, Advocat, Aarau.

17. Hr. Dr. Oscar Gäng, Advocat, Laufenburg.
18. Mr. Eugène Cordey, licencié en droit, Lausanne.
19. " Emery, avocat, Lausanne.
20. " Erman, Dr. professeur, Lausanne.
21. " Alfred Estoppay, juge cantonal, Lausanne.
22. " Emile Gaudard, avocat, Vevey.
23. " de Meuron, avocat, Lausanne.
24. " de Muralt, avocat, Montreux.
25. " Ad. Prélaz, avocat, Lausanne.
26. " Adrien Veyrassat, avocat, Montreux.
27. " Henri Auberson, notaire et président du tribunal, Boudry.
28. " Maurice Humbert, Dr. professeur, Neuchâtel.
29. " Jean Montandon, avocat, Colombier.
30. " Etienne Baud, avocat, Genève.
31. " Félix Bing, Dr. avocat, Genève.
32. " Valentin Boleslas, avocat, Genève.
33. " Alfred Burgy, procureur général, Genève.
34. " Ferdinand Cherbuliez, notaire, Genève.
35. " Pierre Coulin, avocat, Genève.
36. " Maurice Cramer, notaire, Genève.
37. " Eugène Des Gouttes, avocat, Genève.
38. " Henri Ducellier, avocat, Genève.
39. " Théophile Dufresne, avocat, Genève.
40. " Auguste Fulliquet, avocat, Genève.
41. " Herbert Gans, Dr. avocat, Genève.
42. " Edmond Gautier, Dr. notaire, Genève.
43. " Amédée Girod, avocat, Genève.
44. " Valentin Girod, avocat, Genève.
45. " Léon Guinand, avocat, Genève.
46. " Héridier, notaire, Genève.
47. " Frédéric Lecoultre, avocat, Genève.
48. " Eugen Le Royer, secrétaire du Dép. de Justice, Genève.
49. " François Magnin, avocat, Genève.
50. " Célestin Martin, avocat, Genève.
51. " Albert Maunoir, substitut, Genève.

52. Mr. *Moriaud-Brémond*, avocat, Genève.
53. „ *Paul Moriaud*, Dr. avocat, Genève.
54. „ *Pierre Moriaud*, avocat, Genève.
55. „ *Alfred Mozer*, avocat, Genève.
56. „ *Jules Mussard*, avocat, Genève.
57. „ *Gabriel Odier*, Dr. avocat, Genève.
58. „ *Etienne Oltramare*, juge de paix, Genève.
59. „ *Charles Page*, notaire, Genève.
60. „ *Henri Patry*, avocat, Genève.
61. „ *Florian Racine*, avocat, Genève.
62. „ *Frédéric Raisin*, avocat, Genève.
63. „ *Emile Rivoire*, notaire, Genève.
64. „ *Oscar Sachs*, avocat, Genève.
65. „ *Eugène Stouvenel*, avocat, Genève.
66. „ *Charles Vogt*, avocat, Genève.
67. „ *Jacques Willemin*, avocat, Genève.

### III.

Mr. le Professeur *Alfred Martin*, doyen de la Faculté de droit, à Genève, annonce que l'ordre du jour étant trop chargé pour permettre d'organiser des conférences semblables à celles qui avaient été faites à la dernière réunion, par des Professeurs de Zurich, la Faculté de droit tenait à remettre aux membres de la Société un souvenir de l'Assemblée générale de 1891. Chaque assistant reçoit alors un exemplaire d'une étude de Mr. Martin intitulée: „*Exposé de l'ancienne législation genevoise sur le mariage*“.— Cette intéressante brochure, d'un format élégant, est imprimée sur beau papier de luxe.

Mr. le Président remercie au nom de l'assemblée.

### IV.

Als Rechnungsrevisoren werden bezeichnet Mr. *Rivoire*, avocat, Genève, Mr. *Bonhôte*, avocat, Neuchâtel.

## V.

Es wird übergegangen zum ersten Verhandlungsgegenstand:

### Wie soll der Bund den Rechtsunterricht in der Schweiz fördern?

Prof. *Meili* als erster Berichterstatter erhält das Wort zur Ergänzung seines schriftlichen Referates.

#### Einleitung.

Es gibt gegenwärtig fast keine actuellere Frage als die Aenderung der juristischen Studien. Fast in allen Ländern besteht darüber eine gewisse Unruhe und es wird in der Regel auch zugegeben, dass eine Revision durchaus nöthig sei. Freilich gibt es auch Leute, welche speciell die in der Schweiz bestehenden Universitätseinrichtungen vortrefflich finden. Der Gedanke einer eidgenössischen Rechtsschule hat einzelne Personen in Aufregung versetzt und es wurde sogar behauptet, dass durch ein derartiges Institut die cantonalen Universitäten zertrümmert würden<sup>1)</sup>), andere Stimmen sind freilich jenem Gedanken günstig.<sup>2)</sup>

Ich denke, der schweizerische Juristenverein werde im Stande sein, die Frage mit Objectivität und ohne Voreingenommenheit zu erörtern.

In der Hauptsache verweise ich auf das den Mitgliedern schon im Anfange des Jahres 1891 zugestellte Referat.<sup>3)</sup> Dasselbe soll und will nichts Anderes sein, als ein erster Versuch, der Idee einer eidgenössischen Rechtsschule Leben

<sup>1)</sup>) Vgl. A. Heusler in der Zeitschr. für schweiz. Recht. N. F. X. S. 321—336.

<sup>2)</sup>) Vgl. z. B. Grivet in der Revue judiciaire VIII. S. 129—135. V. Rossel im Journal des Tribunaux 1891 Nr. 6 u. 7, die schweizerische Rundschau I. S. 242—250.

<sup>3)</sup>) Das Referat ist auch erschienen unter dem Titel: Gutachten und Gesetzesvorschlag betreffend die Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule ausgearbeitet im Auftrage des schweiz. Departements des Innern (Zürich 1891).

und Gestalt zu verschaffen. In diesem Sinne ist auch mein Gesetzesvorschlag zu verstehen.<sup>1)</sup> Jede critische Bemerkung kann deswegen nur willkommen sein.

Als Mittel, um den Rechtsunterricht in der Schweiz zu fördern, präsentieren sich nun allerdings mehrere, und ich will im mündlichen Vortrage darauf kurz eintreten, — naturgemäß verweile ich am längsten bei der von mir befürworteten eidgenössischen Rechtsschule.

Es kommt in Betracht:

1. eine eidgenössische Universität,
2. eine eidgenössische Rechtsschule,
3. eine eidgenössische Hochschule speciell und ausschliesslich für die Staatswissenschaften,
4. die Subventionirung der cantonalen Universitäten,
5. die Ausweitung des Polytechnikums.

### A. Eine eidgenössische Universität.

Es wird stets hingewiesen auf die Idee einer einheitlichen Landesuniversität.

Alle grossen und national denkenden Schweizer waren für eine Gesammtuniversität eingenommen. Ich will z. B. an Blumer erinnern, der anno 1863 sagte:

„Die noch nicht verwirklichte Idee einer eidgenössischen Universität wird ohne Zweifel, eben weil es eine wahre und grosse Idee ist, immer und immer wieder angeregt werden, bis sie einmal in's Leben treten kann.“

Auch Eugène Rambert trat s. Z. lebhaft für eine schweizerische Universität ein. Vgl. dessen Schrift *L'université fédérale* (Zürich 1862) z. B. S. 19. Ich verweise auch auf Ch. Secrétan, *De l'université fédérale* (Lausanne 1862), der freilich die Universität für die Westschweiz forderte.

---

<sup>1)</sup> Da mein Gutachten als Referat für die Mitglieder des Juristenvereins nicht in der Zeitschrift, sondern selbständig erschien, will ich meinen Gesetzesvorschlag (mit einigen Änderungen) am Schlusse dieses Votums abdrucken lassen.

Bekanntlich wird bei jeder Bundesrevision die eidgen. Universität stets neu „gegründet“. Dies geschah 1848 schon, also zu einer Zeit, da die Universitäten Basel, Zürich und Bern effectiv bestanden. Art. 22 der B.-V. von 1848 sagt:

Der Bund ist befugt, eine Universität und eine polytechnische Schule zu errichten.

Als dann in der Revisionszeit 1871/2 und 1873/4 die eidgen. Universität immer noch nicht bestand, wurde in die neue B.-V. folgender Art. (27) aufgenommen:

Der Bund ist befugt, ausser der bestehenden polytechnischen Schule eine Universität und andere höhere Unterrichtsanstalten zu errichten oder solche Anstalten zu unterstützen.

Auch diese Bundesrechtsnorm ist bekanntlich noch nicht ausgeführt, und es frägt sich, ob der Gedanke einer umfassenden Universität nun **stets** dazu verwendet werden solle, um die Möglichkeit eines Fortschritts in einer Wissenschaft zu vereiteln.

Unzweifelhaft wäre die Schöpfung einer Bundesuniversität (einer universitas omnium litterarum) zu begrüssen, allein es sind zwei Hauptgründe, die seit einigen Dezennien dagegen sprechen:

1. die Thatsache, dass durch eine Landesuniversität die bestehenden cantonalen Universitäten allerdings mit einem Schlage schwer leiden müssten, während wir in der That ein hohes Interesse an der Erhaltung vieler Bildungscentren haben, wobei ich jede critische Bemerkung über die Zahl unserer cantonalen Universitäten unterdrücke.
2. Die Thatsache, dass der Bund vor einer so gewaltigen Aufgabe und Auslage noch zurückschrecken würde.

Dieser Argumentation kommt seit etwa 50 Jahren eine entscheidende Beweiskraft zu, und die Frage ist nun die: soll der Art. 27 der B.-V. eine Art Grabstein werden für die schöne und stolze Idee einer schweizerischen Universität oder aber soll der Bund nicht den Versuch machen, von sich aus wenigstens einen Theil derjenigen Gebiete, welche die

Universität bilden, herauszugreifen und ihn auf eidgenössischem Boden zu pflegen?

Und hier präsentirt sich naturgemäss das Terrain der Staats- und Rechtswissenschaft, weil es am leichtesten ablösbar ist aus dem grossen Universitätsorganismus, und weil wir gleichwohl nicht die Gefahr laufen würden, dass auch die andern Facultäten mit dem gleichen Begehr an den Bund gelangen.

Freilich tritt sofort die Frage auf, ob eine derartige Ausscheidung nicht grosse Gefahren mit sich bringe. Ich habe schon in meinem Gutachten weitläufig ausgeführt, dass die Sache nicht so einfach ist. Freilich für diejenigen, welche die ganze Universitätseintheilung für verkehrt ansehen und darin nur eine verschwundene Welt zu finden vermögen, bestehen keine Schwierigkeiten.

Allein wenn es auch wahr ist, dass die Eintheilung der Wissenschaften in 4 oder 5 Facultäten: Theologie, Rechtswissenschaft, Medicin, Philosophie (mit zwei Abtheilungen) nicht absolut befriedigend ist, so wurde doch bis anhin noch kein besseres Schema ausfindig gemacht. Die Universität Genf unterscheidet allerdings anders als die deutschen und deutsch-schweizerischen Hochschulen folgendermassen:

1. Faculté des sciences (Mathematik, Astronomie, Physik, Chemie, Mineralogie, Zoologie, vergleichende Anatomie, Geologie, Paläontologie, Botanik);
2. Faculté des lettres et des sciences sociales;
3. " de droit;
4. " théologie protestante;
5. " médecine.

Allein die Universität in Lausanne lehnt sich an die deutsche Gruppierung an und auch die neueste Schrift über diese Fragen, nämlich:

Egon Zöller: Die Universitäten und deutschen Hochschulen (Berlin 1891) S. 207,

tritt dafür ein, obwohl das Buch für grosse Neuerungen plädiert. Zöller macht folgende Gliederung:

1. Die Facultät für Religionswissenschaften;
2. " " " Rechts- und Staatswissenschaft;
3. " " " ärztliche und Arzneiwissenschaft;
4. " " " allgemeine Wissenschaften (philosophische Facultät).

Diese letztere Facultät wird nach dem Vorschlage von Zöller noch mehr ausgeweitet als sie sonst schon ist; denn sie soll folgende Wissenszweige umfassen:

- a. Mathematik, Naturwissenschaften und allgemein zu lehrende technische Wissenschaften (Landwirtschaftslehre, Forstlehre, allgemeine Technik);
- b) Geschichte, Erdkunde, Sprachen, Philosophie und allgemein zu lehrende humane Fachwissenschaften. Zu den Letzteren werden gezählt: Allgemeine Rechtslehre, Volkswirtschaftslehre und Gesundheitslehre.

Es darf also gesagt werden: der bestehende richtige Organismus der Universitäten wird in der That angegriffen, wenn die Jurisprudenz daraus herausgerissen wird.

Auch sonst ist der Beweis dafür geleistet, dass man nicht gut thut eine einzeln e Disciplin zum Gegenstande einer besondern Schule zu machen. Dieser Beweis ist namentlich in Frankreich geführt worden, das nunmehr von den Erfahrungen der einzelnen Ecoles zu den Universitäten in deutschem Sinne zurückkehren will. Und in der That hat die Jurisprudenz einen Zusammenhang mit allen andern Wissenszweigen. Vgl. hierüber die höchst interessante Broschüre von

L. Schiffner: Ueber die Beziehungen des Rechts in der universitas litterarum (Wien 1889). Vgl. z. B. S. 46/7.

Allein die Gefahr, dass aus einer schweizerischen Rechtsschule eine sogenannte Fachschule mit allen diesem Institute anhaftenden Gefahren entstehe, ist nicht zu befürchten, weil:

1. Der Bund die eidgenössische Rechtsschule nur an einem Orte errichten wird, an welchem schon eine Universität besteht und die Verbindung der Jurisprudenz mit allen andern Disciplinen hergestellt werden kann;

2. der Bund Massnahmen treffen wird, um bezüglich des Locals für die Rechtsschule und der Coincidenz der Stunden den Besuch von Vorlesungen in andern Disciplinen zu ermöglichen.

Der geistige Zusammenhang der Facultäten und der verschiedenen Studenten würde also in That und Wahrheit auch bei der eidgenössischen Rechtsschule weiter bestehen.

Nun hat man freilich gesagt, es springe in die Augen, dass Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule gleichbedeutend sei mit Zerstörung der Juristenfacultäten an den cantonalen Universitäten, also mit einer Verstümmelung dieser letzteren selbst, welche darüber früher oder später zu Grunde gehen müssen. Der übrig gebliebene Torso der cantonalen Universitäten gehe allmälig in Siechthum über. Darin liegt viel Uebertreibung. Gewiss ist es auch nach meiner Ansicht wünschenswerth, dass alle Wissenszweige einheitlich vertreten seien, allein die Universalität des Wissens ist in die Brüche gegangen und es ist unrichtig, dass die Theologie, die Medicin und die Philosophie an einer cantonalen Universität untergehen, wenn die Jurisprudenz ihr fremd ist. Das wird im Ernste Niemand glauben. Man übersieht dabei die heute vollzogene Specialisirung der Wissenschaften, die man allerdings beklagen kann. Allein gesetzt, es wäre an der ausgesprochenen Befürchtung etwas Wahres, so sind die cantonalen Universitäten nicht gezwungen, wegen einer eidgenössischen Rechtsschule ihre übrigen und speciell auch die juristischen Facultäten einzugehen zu lassen. Es wird darauf ankommen, ob die cantonalen Universitäten sich die Mühe geben werden, die Lehrstühle entsprechend zu besetzen. Dann werden auch Studenten nicht ausbleiben, zumal kleine Universitäten auf sie stets einen gewissen Zauber ausüben, — ich denke der casuistische Beweis sei von den kleinern deutschen Universitäten genügend geleistet worden.

Unter diesen Umständen nehme ich auch heute wieder die Sätze auf, die ich in S. 37 des Referats aufgestellt habe.

1. Die Ablösung einer einzelnen Facultät aus dem gesammten Universitätsprogramm ist auch bei der modernen Specialisirung der Wissenschaften unzweifelhaft an sich eine Gefahr.
2. Diese Gefahr besteht aber bei der Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule desswegen nicht, weil an dem Orte, da sie errichtet wird, eine Universität existiert und der geistige Zusammenhang mit ihr hergestellt wird.

In dieser Beziehung darf ich wohl auch auf Art. 24 meines Gesetzesvorschlages verweisen.

3. Die cantonalen Universitäten werden durch die Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule nicht alterirt und — so ergänze ich den Satz — die entgegengesetzte Behauptung beruht auf einer starken Uebertreibung.

Ich gestatte mir hier noch hinzuzufügen, dass Herr Professor Dr. Gneist (Berlin) in einem Briefe an mich vom 14. Januar 1891 nach dem Studium meines Gutachtens wörtlich schrieb:

„es gereichte mir zu nicht geringer Freude, bei Ihnen ungefähr dieselbe Auffassung der Dinge zu finden, auf die ich früher einmal gekommen war. Mein Conclusum lautete beinahe wörtlich sowie bei Ihnen S. 37.“

## B. Die Begründung einer Rechtsschule.

Bestehen aber wirklich genügende Gründe, um eine eidgenössische Rechtsschule zu errichten?

Ich will an diesem Orte nicht von politischen Gesichtspunkten sprechen: diese werden hier vielleicht von Andern und speciell auch im Parlamente geltend gemacht werden. Dort wird und kann und soll betont werden, wie wünschenswerth es ist, dass unser schweizerisches Staatswesen in einem

etwas rascheren Tempo als bisanhin sich zu einer kräftigen Nationalität herausbilden sollte, — allerdings unter Wahrung der durchaus berechtigten Eigenthümlichkeiten.

Ich begnüge mich damit zu erörtern, dass eine eidgenössische Rechtsschule Aufgaben übernehmen sollte, welche die cantonalen Universitäten bis anhin nicht lösten und der Natur der Sache nach trotz allen Verdiensten, die ihnen zweifellos zukommen, auch nicht lösen konnten. Ich gebe freilich zu, dass auch anderswo die Universitäten den Bedürfnissen der Zeit nicht gehörig Rechnung tragen, allein diese Thatsache rechtfertigt es nicht, dass man den Mantel der Liebe über die Mängel unserer Anstalten ausbreitet. Und hier gestatte man mir ein ganz offenes Wort. Nach meiner Ueberzeugung gibt es in der Welt kein conservativeres Institut als die Universitäten: Alles, was besteht, ist hier fast zum Range einer *res sacra* erhoben, Alles hat seinen gewiesenen Weg, Stürme und Wetter prallen ab an den Mauern der Universität, diese Anstalt ist der Fels in wogendem Meere! Neuerungen gibt es überhaupt nicht, und wenn zufällig einmal solche vorkommen, so hängen sie zusammen mit einem „revolutionären“ Kopfe oder mit einem Manne von geschickt operirender Initiative oder mit einem frischen Luftzuge, der von Seite der Regierung her weht. Daher kommt es, dass an den Universitäten Alles beim alten Schematismus verbleibt und dass man dort mit einer gewaltigen Fiction operirt, mit der Fiction, als ob die Welt stille stehe. Indessen ist nachgerade festgestellt worden, dass die Welt sich bewegt, dass die Rechtssätze nichts Stabiles sind, sondern dass auch sie sich umformen müssen nach den socialen Bedürfnissen.

Der fühlbarste Mangel der Universitätsbildung liegt in der grossen Einseitigkeit des juristischen Studiums, ganze Haupttheile unsers Rechtslebens werden auf der Seite gelassen, das moderne Recht wird ignorirt, das internationale Recht verkümmert, das vergleichende Recht unbeachtet gelassen, das sociale Recht vergessen. Alle diese Disciplinen hängen zusammen

mit dem modernen Leben und es wäre daher in der That auffallend, wenn die Universitäten an ihrem Inventar etwas geändert hätten. Vor einigen Dezennien noch mag die hergebrachte juristische Vorbildung genügt haben, heute ist es nicht mehr der Fall, — die Jurisprudenz steht gegenwärtig vor neuen und vor endlosen Aufgaben. Das Alles, was ich hier sage, klingt z. Th. etwas hart. Indessen darf man es einem Juristen, der wie ich mitten im practischen Leben steht, nicht verübeln, wenn er die Mängel der Universitätsbildung etwas ernsthafter fühlt, als ein Jurist, der ausschliesslich Professor ist und die Dinge nur von der Studirstube aus ansieht.

Ich trete auf die speciellen Gesichtspuncke ein, welche für die Begründung einer eidgenössischen Rechtsschule sprechen.

#### I. Nach meiner Meinung kann nur eine schweizerische Rechtsschule das eidgenössische Recht in genügender Weise pflegen.

Ich habe im Gutachten schon ausgeführt (S. 42), dass speciell zur Vertretung gelangen müssen:

1. Das eidgenössische Civilrecht.
2. „ „ Processrecht.
3. „ „ Strafrecht (incl. Militärstrafrecht).
4. „ „ Staats- und Verwaltungsrecht sowie die Politik.
5. „ „ Kirchenrecht.

In welcher Weise diese Specification zu verstehen ist, ergibt sich auch aus Art. 3 IV meines Gesetzesvorschlages.

Unser schweizerisches Recht ist das Product der verschiedenartigsten Quellen und Einflüsse. Der Juristenverein hat stets die Ansicht vertreten, dass das Recht unifizirt werden müsse, allein dies ist ein grosser und langsamer geschichtlicher Process, der nicht mit Brutalität, sondern mit Liebe und Verständniss zu Ende geführt werden kann. Dieser Process kann unmöglich „seiner Majestät dem Zufall“

überlassen werden: er ist von einer schweizerischen Anstalt aus zu leiten.

Man sagt freilich, die cantonalen Universitäten haben diese Mission schon übernommen und sie führen sie aus. Dies ist nur zum Theil und mit vielen Einschränkungen richtig. Ich möchte fragen, wo denn z. B. eine vollständige Behandlung des eidgenössischen Civilrechts stattfinde unter gleichzeitiger eingehender Berücksichtigung des französischen Code civil, wo ferner das in der Schweiz geltende Strafrecht, das Civilprocess- und Strafprocessrecht u. s. w. vertreten werde. Es ist eben nicht eine Phrase (wie man in einer zu weit getriebenen Liebenswürdigkeit gesagt hat), wenn ich betont habe (Gutachten S. 42), dieses grosse Feld müsse vom gesammtvaterländischen Standpunkte aus studirt werden. Damit wollte ich sagen, dass die einzelnen Theile des schweizerischen Rechts an der Rechtsschule gepflegt werden müssen nicht bloss in der Gestalt, wie sie unificirt sind, sondern wie sie bestehen. Ist es ein beneidenswerther Zustand des schweizerischen Juristen, wenn er die meisten cantonalen Rechtssätze (civil-, process-, strafrechtlicher, staatsrechtlicher Natur) nicht kennt, wenn ein zürcherischer Jurist zwar Auskunft geben kann über die Normen des deutschen oder französischen Civilprocesses, dagegen nichts Bestimmtes weiss über die Processgesetze des Cantons Zug oder Schwyz oder St. Gallen, oder wenn ein Genfer nichts weiss über die Gesetze der Ostschweiz oder ein Basler nichts über die westschweizerischen? Ist es in Ordnung, dass die schweizerischen Juristen an den Universitäten nichts hören von ihren cantonalen Rechten (abgesehen von denjenigen Rechten, die in Universitätsgebieten herrschen)? Welcher „schweizerische“ Jurist wäre in der Lage zu sagen, er würde ein Examen bestehen über das schweizerische Recht (mit Ausnahme des unificirten)? Alle, die sich zu melden den Muth hätten, würden glänzend durchfallen, auch wenn die Professoren ihre angeborne Milde walten lassen würden. Ist ein solcher Zustand weiter zu dulden? Ist er eine Ehre für die schweizerische Jurisprudenz?

Aus diesem Chaos wollen und müssen wir heraus und zwar nicht in hundert Jahren sondern in absehbarer Zeit.

Das schweizerische Recht ist eben ein unendliches Gebiet: auf unserm kleinen Fleck Erde sind gewissermassen verschiedene Rechtswelten und Ordnung kommt erst dann hinein, wenn Männer dazu bestimmt werden, sich damit eingehend und ex professo abzugeben.<sup>1)</sup> Dies ist nur möglich an einer schweizerischen Rechtsschule. Da wird in den Studenten der Same gesät, da wird der Impuls gegeben zu sammelnden und ordnenden Arbeiten, und auf diese Weise wird der Process vorbereitet und durchgeführt, der zwei Ziele im Auge hat:

1. Die allmäliche verständnissvolle Unification unter Berücksichtigung der historischen Entstehung unsers Rechts.
2. Die vollständige Schonung und Scheidung des Rechtsgebietes, das den Cantonen zu verbleiben hat.

Ich meine also auf Grund der Thatsachen sagen zu dürfen: es ist absolut nöthig, dass die schweizerischen Juristen das auf dem Boden der Schweiz bestehende Recht endlich besser kennen lernen, und dass aufgetreten werde gegen die leider bestehenden grossen Reservoirs der Unwissenheit.

Ich habe mir im Gutachten auch die beiläufige Bemerkung erlaubt (S. 42), dass die schweizerische Rechtsgeschichte endlich ernsthaft an die Hand genommen werden müsse. Man hat mir sehr übel genommen, dass ich „den ganzen ungeheuren Apparat von rechtsgeschichtlichem und Rechtsquellenmaterial“ nicht zu kennen scheine, das bis anhin aufgespeichert worden sei. Ich gestehe gerne, dass ich bezüglich der schweizerischen Rechtsgeschichte sehr Vieles nicht weiss; denn als ich studirte, wurde sie an der cantonalen

---

<sup>1)</sup> R. Meyer in Luzern hat neuestens in der Subscriptionseinladung zu einer neuen Schrift als Motto den Satz verwendet: Das ist der Fluch unserer Zustände, dass wir unendlich viele Gesetze, aber kein Recht besitzen.

Universität Zürich nicht gelesen. Und daran anlehnd muss ich wiederum sagen, dass es vollkommen ungenügend ist, wenn das Material „in 31 Bänden der Zeitschrift für schweizerisches Recht“ zerstreut bleibt und die Studenten darauf verwiesen werden. So viel Bände imponiren ihnen viel zu sehr, als dass sie sie studiren würden! Und ich fürchte sagen zu dürfen: was von den jungen Juristen gilt, trifft auch bei den ältern zu.

Ich kann also den Satz nicht gelten lassen, dass die Schweiz auf die bisherigen juristischen Leistungen der cantonalen Universitäten so gar stolz sein könne. Im Gegenteile: ich sage, auf die bisherige Weise mögen wir zwar noch einige 30 Bände der Zeitschrift erleben, aber keinen realen Fortschritt des Rechts.

Nur der Bund wird die Kraft und Energie, das Interesse und die Absicht haben, das unendlich vielgestaltete Recht aller Theile der Schweiz zu sammeln, einheitlich zu gliedern und dogmatisch zu verarbeiten. Warum? Weil im Laufe der Zeiten, da die Elemente der Schweiz sich mehr und mehr aneinander lehnen werden, eine Ausgleichung des Rechts durch den Bund stattfinden wird und muss, die Cantone aber ihr eigenes Recht in vielen Beziehungen preisgeben müssen.

Auf diese Weise wird denn auch eine eidgenössische Rechtsschule allein im Stande sein, den Process der Rechtsunification langsam, besonnen und sachgemäß vorzubereiten. Weil bis anhin keine Rechtsschule bestand, hat man ja auch an den Bund recurriert, um das eidgenössische Recht einen Schritt weiter zu bringen. Welche cantonale Universität oder welcher Canton hat die Werke von Prof. Stooss und Huber hervorgebracht? Neben der Liebe und dem Fleisse und der Hingabe der Autoren zu ihrem Stoffe war es doch der Bund (in Verbindung mit dem Juristenverein), der diese wissenschaftlichen Productionen zu Wege brachte. Und weil Heusler (S. 323) gesagt hat, der Juristenverein habe zwar auf seinen Jahresfesten Resolutionen gefasst, „im Uebrigen aber eine wirkungsvolle Thätigkeit

doch eigentlich nicht entfaltet“, möchte ich hier daran erinnern, dass dieser Verein im Jahr 1884 zu Lausanne die Ansicht entwickelt hat:

qu'une condition essentielle pour l'élaboration d'un code civil fédéral consistait dans l'étude comparative des législations civiles cantonales, afin de déterminer les points sur lesquels les codes cantonaux sont d'accord et ceux sur lesquels ils diffèrent, et de chercher les causes historiques qui ont produit ou qui justifient ces concordances ou ces désaccords.

Auch sonst war der Juristenverein der wahre Bannenträger des Fortschritts in der schweizerischen Gesetzgebung und in der Entwicklung des Rechts. Im Jahr 1862 beschloss der Verein in Zürich:

Die juristische Gesellschaft der Schweiz spricht die Zweckmässigkeit und Wünschbarkeit aus, in unserm Vaterlande eine einheitliche Handels- und Wechselgesetzgebung einzuführen.

Im Jahr 1865 beschloss der Verein:

Dem Vorstand wird zu möglichster Berücksichtigung empfohlen der Antrag des Dr. Willi, dem Bundesrath den Wunsch der juristischen Gesellschaft auszudrücken nach einheitlicher Gesetzgebung in Beziehung auf:

1. Das Obligationenrecht,
2. Das Handels- und Wechselrecht,
3. Das Strafrecht.

und Aufnahme diesbezüglicher Bestimmungen in die Bundesverfassung.

Im Jahr 1869 fasste der Verein den Beschluss:

Der schweiz. Juristenverein spricht sich für Wünschbarkeit einer einheitlichen schweizerischen Strafgesetzgebung aus.

Im Jahr 1868 fasste der Verein den Beschluss:

Der Vorstand sei beauftragt, bei den Bundesbehörden petitionsweise das Gesuch zu stellen für Revision der Bundesverfassung in dem Sinne, dass dem Bunde das Recht eingeräumt werde, über einzelne Theile des Civilrechts und Civilprocesses für die ganze Schweiz verbindliche Gesetze zu erlassen.

So war der Juristenverein stets da, um für die Entwicklung des schweiz. Rechts einzutreten. Haben die cantonalen Universitäten diesen Ruf befolgt? Sie haben ihrerseits diese Aufgaben **nicht** übernommen.

Glaubt man im Ernste, dass die Schweiz nicht dazu berufen sei, ihr Recht auszuebnen, — ich meine auch das Strafrecht, Civilprocess- und Strafprocessrecht? Uebernimmt die eidgenössische Rechtsschule die Aufgabe nicht, so werden sich Unberufene in das Mittel legen und es wird dann auf rohem Wege der Process erledigt, der in wissenschaftliche Bahnen gelenkt würde, wenn eine eidgenössische Anstalt existiren würde. Ist jener *rohe* Weg zu begrüssen? Ge- wiss nicht. Wir Juristen sind verpflichtet, diesen historischen Process zu führen, zu leiten und ihn zu einem erspriesslichen Ende zu bringen. Sehr lehrreich ist es zu sehen, welche Fortschritte die Idee der Vereinheitlichung des Strafrechts in der Schweiz macht, seit Prof. Stooss in Bern sie cultivirt und eine eigene Zeitschrift für Schweizer Strafrecht herausgibt.<sup>1)</sup>

Was ich hier (unter I.) sagte, dürfte in überzeugender Weise die Notwendigkeit einer eidgenössischen Rechtsschule beweisen, soweit es sich um die Interessen der Schweiz und ihres Rechts handelt.

II. Nach meiner Meinung kann nur eine eidgenössische Rechtsschule das internationale Recht in einer Weise pflegen, welche der Stellung unsers Staats entspricht.

Unter dem Namen „internationales Recht“ ist bekanntlich Dreierlei zu verstehen:

1. Das Völkerrecht und das internationale Verwaltungsrecht;
2. Das internationale Privatrecht, und zwar

---

<sup>1)</sup> Die Zeitschrift von Stooss füllt eine wirkliche Lücke aus. Wie ausserordentlich verdienstlich ist ferner seine Sammlung der schweizerischen Strafgesetze! Vgl. ferner Stooss Zur Vereinheitlichung des Strafrechts in der Schweiz (Bern und Basel 1891 und Zeitschr. für Schweiz. Strafrecht IV. S. 245—267).

- a. Das internationale Civilrecht (Personen-, Familien-, Sachen-, Obligationen- und Erbrecht);
- b. Das internationale Handels-, Wechsel- und Seerecht;
- 3. Internationales Processrecht und Strafrecht.

Dieses ganze vielverzweigte Gebiet des Rechts ist heute zu einer Actualität empor- und herausgewachsen, welche sogar sehr hervorragenden Juristen — wenn sie allzuviel im Studirzimmer sind — noch nicht zum Bewusstsein gelangte, hat doch vor wenig Monaten noch ein angesehener deutscher Richter und Schriftsteller die Behauptung gewagt, dass die Fälle des internationalen Privatrechts selten vorkommen. Auch sonst wird über diese Disciplin gelächelt, weil hier mehr politische Erwägungen gelten, und ironisch wurde auch gefragt, wer denn eigentlich ein Colleg über den internationalen Post-vertrag lesen oder gar hören wolle!

Ich muss gestehen, dass ich über ein derartiges Verständniss des internationalen Rechts staune. Ich will die Sache mit einigen Ausführungen klarstellen.

Es gibt wohl keine geschichtliche Periode, in welcher der Mensch und die Staaten in gleichem Grade internationale Rechtssubjecte waren, wie sie es heute sind. In früheren Zeiten war der Krieg fast das einzige normale Rechtsverhältniss, in welches die Völker zu einander traten, heute stehen wir vor einem friedfertigen internationalen Rechtsleben, und daran kann die Thatsache nicht irre machen, dass die europäischen Völker fast wie Gladiatoren gewappnet einander ins Auge sehen. Das Völkerrecht spielt unter diesen Umständen eine sehr hervorragende Rolle und speciell das Consulatswesen wird von Tag zu Tag wichtiger. Ja wir sehen zu unserer hohen Befriedigung, dass der Gedanke internationaler Schiedsgerichte vielfach practisch verwerthet wird. Ich meine nun, dass die behagliche Existenz eines schweizerischen Cantons viel weniger die Nothwendigkeit empfindet, das Völkerrecht zu einer wissenschaftlich intensiven Geltung zu bringen, als der Bund, und dass es dem Bunde ganz besonders angelegen sein muss, die Sätze des Völkerrechts zur Entwicklung und Pflege zu bringen.

Noch klarer liegt die Sache bei dem sog. „internationalen Privatrechte“. Dieses Gebiet, welches vom Völkerrechte scharf zu trennen ist,<sup>1)</sup> wird dann practisch:

1. wenn die Angehörigen verschiedener Staaten Rechtsgeschäfte abschliessen oder fern von der heimatlichen Scholle sterben,
2. wenn Angehörige des gleichen Staats im Auslande Rechtsakte vornehmen,
3. wenn sie im Auslande Immobilien haben.

Diese Beziehungen sind seit der zweiten Hälfte unsers Jahrhunderts ausserordentlich gestiegen. Wir haben heute eine grossartige Weltwirtschaft und deswegen auch ein eminent practisches internationales Recht: *ubi societas ibi jus.* Allerdings ist dieses internationale Civil-, Handels-, Wechselrecht noch keineswegs umfassend codificirt, allein gerade deswegen sind die der Wissenschaft obliegenden Aufgaben um so grösser. Sie hat sie denn auch übernommen. Ich mache aufmerksam auf

1. die grossen Projecte des Institut de droit international,
2. die Berichte der Association for the Reform and Codification of the Law of Nations.

Es wurden von diesen Vereinen Projecte ausgearbeitet und berathen über alle möglichen Fragen des internationalen Familien-, Obligationen-, Erbrechts, des internationalen Handels-, Wechsel-, Processrechts.

Allein auch hier fehlt es — abgesehen von den Ländern der französischen Zunge — an einem wissenschaftlichen Centralpunkte des Staates, der diese unendlich schwierige Materie vertritt, den Rechtsbeflissen den Interesse und das Verständniss dafür beibringt, es fehlen dazu die Lehrstühle. Diess ist ein grosser Mangel.

Nicht darauf kommt es in der Welt an, dass einige Wenige dieses Gebiet studiren, und es genügt auch hier nicht, dass man ganze Bände voll Material in einem Archive ver-

---

<sup>1)</sup> Vgl. auch M. Hachenburg, Der allgemeine Theil des bürgerlichen Gesetzbuchs (Mannheim 1892) S. 16 Note 9.

sammle und schön ordne: die jungen Juristen müssen es kennen lernen und später in ihrer Praxis verwenden. Weil dies so selten geschieht, hat jene eigenthümliche Theorie so grosse Erfolge zu verzeichnen, dass man auch auf international-rechtliche Fragen die *lex fori* anwendet, — sie ist im Grunde eine Brutalität oder eine Beschränktheit; denn alle Satzungen der civilisirten Völker stehen grundsätzlich gleichwerthig da.

Es wurde nun freilich auch eingeworfen, es sei gar nicht nöthig, dass man selbständige Lehrstühle für das „internationale Privatrecht“ errichte. Ich theile diese Ansicht nicht. Gerade deswegen, weil diese Materie bis anhin in den Ländern deutscher Zunge mit dem Pandectenrechte und mit dem deutschen Privatrechte oder mit der Professur des Strafrechts verbunden wurde, ist sie stecken geblieben in allgemeinen Sätzen. Wie soll es gar einem Pandectisten oder Germanisten oder Criminalisten je möglich sein, in ein paar Paragraphen diese Doctrin zu behandeln? Einige allgemeine Sätze über die Statutencollision richten bei den jungen Studenten eben jenes Unheil an, von dem ich früher gesprochen habe: später in der Praxis wenden sie auf internationale Rechtsfälle einfach das interne Recht an. Nur wenn das „internationale Privatrecht“ losgelöst und für sich als selbständige Doctrin behandelt und wenn es in den späteren Semestern docirt wird, kann es gedeihen, sich fortentwickeln und zum Verständniss gebracht werden. Ich habe auch nicht den mindesten Zweifel, dass das deutsche Reich in seinem eigenen Interesse als Weltmacht dazu kommen wird und muss, das internationale Privatrecht in ganz anderer Weise als bisan hin zu pflegen. Ich darf wohl in dieser Beziehung verweisen auf

meine Abhandlung in der neubegründeten deutschen Zeitschrift von Böhm für internationales Privat- und Strafrecht I. S. 1—23 und 135—170.

Die Nothwendigkeit eingehender selbständiger Behandlung des internationalen Privatrechts ist auch betont worden von Despagnet im Journ. du droit intern. XVII. S. 785—794.

Wer eben nur in engen Kreisen lebt, übersieht zu leicht,

dass wir in einem grossen und reich entwickelten Getriebe der Weltwirtschaft stehen: die Völker reichen sich die Hände allen geographischen Grenzen zum Trotze und die mikrologischen Gebilde des Rechts können den practischen Bedürfnissen der heutigen Welt nicht mehr genügen. Auch die Juristen müssen sich auf den Boden der universellen Welt begeben und erkennen, dass das internationale Privatrecht dem internen ebenbürtig an die Seite tritt: die Jurisprudenz muss von hologäischen Gesichtspunkten ausgehen, — was vielen Leuten als Phrase erscheint, ist in That und Wahrheit nur die Betonung der Thatsache, dass man die heutige Welt, ihren gesammten Verkehr und die Weltwirtschaft juristisch zu verstehen suchen muss.

Ich hatte nun geglaubt, es dürfte eine lohnende Aufgabe sein für eine schweizerische Rechtsschule, diese in ihrer hohen Bedeutung noch nicht genügend gewürdigte Disciplin zu selbständiger Vertretung zu bringen. Und auf dieser Ansicht verharre ich aus voller Ueberzeugung.

Allein ich füge ferner hinzu, dass es die Pflicht des schweizerischen Bundes ist, auf dem Gebiete des internationalen Rechts wissenschaftlich zu wirken, und zwar — wie ich glaube — in grossem Style.

Die Schweiz ist in der beneidenswerthen Lage, sehr wichtige internationale Institute im Auftrage grosser völkerrechtlicher Gemeinschaften zu verwalten, grosse internationale Rechtsunionen haben ihr Domicil in Bern. Ich erinnere hier an:

1. Die internationale Telegraphenunion;
2. die Weltpostunion;
3. die Union zum Schutze des gewerblichen Eigenthums;
4. die Union zum Schutze von Werken der Litteratur und Kunst;
5. die internationale Eisenbahnunion. Kraft des diplomatischen Actes vom 14. Oct. 1890 ist der Entwurf über das internationale Eisenbahnfrachtrecht unterzeichnet worden und er unterliegt nur noch der Genehmigung der einzelnen Staaten.

Nun gebe ich zu, dass die zwei erstgenannten Unionen ganz wesentlich geschäftliche Vereinbarungen enthalten. Die Ausbeute für das internationale Recht ist nicht sehr bedeutend, — auch ich lese über den internationalen Postvertrag kein Colleg, obwohl ich als Professor des internationalen Privatrechts das Gebiet sehr eingehend docire und zwar in drei Abtheilungen und in drei Semestern (internationales Civilrecht; internationales Handels- und Wechselrecht; internationales Processrecht).

Anders liegt die Sache bei den Unionen, die unter No. 3 und 4 erwähnt sind. Hier sind wichtige Normen ausgesprochen über internationale Fragen des geistigen Autorrechts, des Patent-, Marken-, Muster- und Modellrechts, und es stehen erhebliche Weiterungen in der letztern Hinsicht bevor. Und endlich die in unmittelbarer Entstehung begriffene Eisenbahnunion enthält ein förmliches und detaillirtes internationales Rechtsbuch über den Eisenbahnfrachtverkehr.

Ich kann nicht glauben, dass der in meinen Publicationen zu wiederholten Malen ausgesprochene Gedanke mit Erfolg widerlegt werden könne, wonach die Schweiz schon aus Gründen der Dankbarkeit in Anlehnung an die grossen Vertrauensposten bezüglich jener Unionen das internationale Recht (in allen seinen weiten Verzweigungen) ganz besonders pflegen sollte. Eine zutreffende, umfassende und ganz selbständige Behandlung dieses Rechtszweiges kann aber meines Erachtens nur an einem centralen Orte erfolgen, und auch deswegen empfiehlt es sich, diese Disciplin einer eidgenössischen Rechtsschule zu überweisen. Nicht die Cantone, sondern der Bund hat die Hüttung jener internationalen Unionen übernommen und an dem Bund ist es deswegen, für ihre doctrinelle Entfaltung zu sorgen. Ueberhaupt dürfen wir nicht vergessen, dass sich die Schweiz mit Bewusstsein internationalen Zielen zugewendet hat, wie Hilty, die Bundesverfassungen der schweizerischen Eidgenossenschaft 1891 S. 31 zutreffend gesagt hat.

Die Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule und

die besondere Pflege des internationalen Rechts wird es auch ermöglichen, eine Verbindung herzustellen mit den internationalen Büros, die in meinen Augen absolut nöthig ist.

Endlich verweise ich auch auf das intercantonale Recht der Schweiz, das im Grunde nur eine Wiederspiegelung des internationalen Privatrechts ist. Es besteht ja dafür jetzt ein neues vom schweizerischen Parlament angenommenes Gesetz vom 25. Juni 1891 (Bundesgesetz betr. die Rechtsverhältnisse der Niedergelassenen und Aufenthalter).<sup>1)</sup> Die Zutheilung dieser Materie zu der Disciplin des internationalen Rechts wird sich vortrefflich eignen, um so mehr, als das erwähnte schweizerische Gesetz auch eine internationale Bedeutung hat.

### III. Eine eidgenössische Rechtsschule könnte allein auch die vergleichende Rechtswissenschaft im grossen Massstabe betreiben.

Die gegenwärtige academische Bildung beschäftigt sich bezüglich des Privatrechts an deutschen und schweizerischen Universitäten mit zwei Hauptgebieten:

1. mit dem römischen Rechte (Institutionen und Pandecten);
2. mit dem deutschen Privatrechte.

Dazu mag noch ein particuläres Privatrecht kommen. Was im Uebrigen auf der Erde civilistisch passirte und passirt, wird — wenige Ausnahmen vorbehalten — ignorirt. Vgl. auch

Post: Ueber die Aufgaben einer allgemeinen Rechtswissenschaft (1891), Vorwort u. S. 213—215.

Ich glaube mit Recht sagen zu können, dass diese Behandlung des Civilrechts vollkommen ungenügend ist.

Nicht bloss beginnt die Rechtsgeschichte nicht erst mit der Gründung Roms, sondern schon in dem dritten Jahrtausend vor Christi Geburt (Motto der Schrift von Kohler:

---

<sup>1)</sup> Vgl. dazu E. Roguin: Conflits des lois suisses en matière internationale et intercantonale (1891).

das chinesische Strafrecht 1886), und unsere Wissenschaft muss ein naturgemässes Interesse gewinnen für alle diejenigen Rechtsausgestaltungen, welche auf der ganzen Erde existiren. Die gedankenlose Gleichgültigkeit gegenüber den bestehenden fremden Gesetzgebungen muss aufhören.

Dies ist nicht bloss desswegen richtig, weil es dem heutigen Juristen nicht geziemt, so mangelhaft unterrichtet zu sein über Dinge, welche zu seiner Wissenschaft gehören. Es liegt nicht bloss eine Frage der Studienabrundung oder einer Decoration vor. Gerade weil eine Weltwirtschaft heute existirt, bedürfen wir auch einer Kenntniss auswärtigen Rechts, — ich meine natürlich des Rechts der hervorragenden Culturvölker. Und ich muss es von vorneherein ablehnen, dass man mir mit dem billigen Scherze kommt, es sei die Kenntniss des Rechts der Negervölker, der Papuas, der Australneger u. s. w. nicht nöthig und auch nicht bildend. Man kann auch so sagen: gerade deswegen, weil das internationale Privatrecht eine so grosse Rolle spielt, ist es durchaus nöthig, auch die fremden Gesetzgebungen und Satzungen zu studiren. Die Juristen kommen im heutigen Leben so vielfach dazu zu sagen, dass ein Rechtsverhältniss (aus dem Familien-, Sachen-, Obligationen-, Erbrecht) dem auswärtigen Rechte unterworfen sei. — Um dann aber ein correctes Urtheil zu fällen, muss doch die Möglichkeit geschaffen werden, dieses fremde Recht richtig zu verstehen. Wenn auch in allen wichtigen Fällen Rechtsgutachten und Erkundigungen aller Art dazu eingezogen werden, so darf doch eine möglichst eingehende Kenntniss des Rechts der Culturvölker verlangt werden. Die vergleichende Rechtswissenschaft hat also einen durchaus practischen Zweck. Ich verweise auch auf

Bufnoir im Bulletin de la Société de Législation comparée XXI S. 66—70 und  
Dubuit a. a. O. S. 160—163.

Die hohe Bedeutung der vergleichenden Rechtswissenschaft ist auch scharf hervorgehoben worden von

Rivier, *Précis du droit de famille romain* (Paris 1891)  
Vorwort IX. X.

Mit welchem practischen Nutzen die vergleichende Behandlung der Rechtssätze durchgeführt werden kann, zeigen auch Arbeiten der neuern Zeit, z. B.:

Kohler, Lehrbuch des Concursrechts (1891), um von den grossen Arbeiten des gleichen Verfassers nicht weiter zu reden, die er über das Patentrecht und über das Markenrecht in vergleichender Art publicirt hat.

Gareis und Fuchsberger, *Commentar des deutschen Handelsgesetzbuches* (1891).

Der schweizerische Juristenverein hat dann auch im Jahr 1868 die Berücksichtigung des vergleichenden Rechtes (namentlich vom schweizerischen Standpunkte aus) gestreift (vgl. Zeitschrift für schweizerisches Recht XVI S. 95. 100 sowie das Referat von Dr. S. Kaiser für den Juristentag von 1868, speciell S. 54 litt. a).

Ein Zeichen der Zeit war es auch, dass die internationale criminalistische Vereinigung in Bern (1890) auf den Antrag des Prof. v. Liszt beschlossen hat, es sei eine internationale Commission von Fachgelehrten aufzustellen, welche die Herausgabe einer rechtsvergleichenden Darstellung des heute in Europa geltenden Strafrechts nach dem Muster des Werkes von Stooss vorzubereiten und zu fördern die Aufgabe haben solle. In der Versammlung der genannten Union von Christiania (1891) wurde diese Idee weiter bekräftigt.

Indem die eidgenössische Rechtsschule die Disciplin der vergleichenden Jurisprudenz pflegt, wird ihr eine besondere Stellung im Kreise der Universitäten gewahrt und eine Mission übertragen, welche ein cantonales Institut in diesem Massstabe kaum übernehmen könnte.

IV. Eine eidgenössische Rechtsschule könnte auch endlich das moderne Recht zu umfassender Darstellung bringen.

Welche Stellung ich in der berühmten Frage einnehme, ob das römische Recht auch in Zukunft die massgebende

Grundlage des Rechtsstudiums bilden solle, habe ich im gedruckten Gutachten eingehend erörtert (S. 76—92). Ich fügte meiner bejahenden Antwort sofort hinzu, dass die sämmtlichen übrigen Theile der Rechtswissenschaft mit Sorgfalt behandelt werden sollen. Insbesondere gilt dies auch vom modernen Rechte.

Darunter verstehe ich namentlich folgende Gebiete.

1. Das Handelsrecht. Prof. Goldschmidt hat durch sein grossartig angelegtes Handbuch des Handelsrechts, das nunmehr in 3. Aufl. (1891) erscheint, den Beweis geliefert, welcher Vertiefung diese Materie bedarf und würdig ist.

Auch kann vernünftigerweise darüber kein Zweifel walten, dass das grosse Gebiet dieser Disciplin losgelöst bleiben muss von andern Lehrstühlen. Das Handelsrecht ist so verschieden von dem normalen Civilrecht, dass es einer besondern Vertretung bedarf. Das gilt auch in der Schweiz.

Die Behandlung der genannten Materie als eigene Wissenschaft hat sich auch als sehr fruchtbar erwiesen und es gibt wohl kein anschaulicheres Mittel, um sich dies zum Bewusstsein zu bringen, als die Prüfung des Grundrisses des Handelsrechts von G. F. v. Martens (Göttingen 1820, 3. Aufl.) auf der einen Seite und die der Arbeiten von Thöl und Goldschmidt auf der andern Seite.

2. Das Verkehrs- und Transportrecht. Darauf gehört:

- a. das Eisenbahnrecht;
- b. das Postrecht;
- c. das Telegraphen- und Telephonrecht.

Wenn es wahr ist, dass die Welt am Ende des 19. Jahrhunderts unter dem Zeichen des Verkehrs steht, der die Schranken durchbricht, welche die Völker trennten, so ist jedenfalls so viel sicher, dass die juristischen Facultäten von diesem „Zeichen“ noch nicht heftig berührt worden sind.

Ganz selten wird das Verkehrsrecht als eine selbständige Disciplin an den Universitäten behandelt und doch

sollte es einleuchten, dass man angesichts der ausserordentlichen Bedeutung der Transportanstalten und angesichts der höchst complicirten Detail-Specialgesetzgebung darüber diese Materie und namentlich das Eisenbahnrrecht an den Universitäten zur separaten Vertretung bringen sollte. Man sehe einmal die in der Schweiz bestehenden eisenbahnrechtlichen Normen an und frage sich, ob es angehe, dass die jungen Juristen sich mit einigen allgemein gehaltenen Ausführungen über den Frachtvertrag begnügen können, dürfen und sollen. — Warum hat übrigens wohl das preussische Ministerium der öffentlichen Arbeiten an den Universitäten Berlin, Breslau und Bonn besondere Vorlesungen angeordnet?

Was das Postrecht anbetrifft, so steht auch es unter besonderen Normen. Allerdings kann es sich nicht darum handeln, den Studenten zu erzählen, wie viel Briefe und Pakete expediert werden und was die Transporte kosten, — so wenig wie es nöthig ist in der Materie des schweizerischen Staatsrechts festzustellen, wie viel Maulesel der Bund für das Militär bedarf. Aber wenn die Spötter über diesen Specialzweig des modernen Rechts etwas eingehender nachdenken wollten, so würden sie gefunden haben, dass darüber sehr Vieles zu sagen ist, das einzelnen Erörterungen im deutschen Privatrechte zum mindesten ebenbürtig dasteht und juristisch — ich meine civilistisch und staatsrechtlich — relevirt.

Auch das Telegraphen- und Telephon-Recht verdient es, dass es zum Gegenstand besonderer Vorlesungen gemacht werde. In der neuern Zeit bildet sich hier eine Materie heraus, welche ich unter dem Collectivnamen des elektrischen Rechtes<sup>1)</sup> zusammenfassen möchte. Der in Frankfurt a./M. am 8. September 1891 zusammengetretene internationale Congress der Electrotechniker beschloss die

---

<sup>1)</sup> Vgl. die tüchtige Dissertation von Maas, der Vertragsschluss auf electrischem Wege (Berlin 1889) und Ludewig in Goldschmidts Z. für Handelsrecht N. F. XX. S. 14—36.

Gründung einer Section zur Berathung der Grundsätze einer electrotechnischen Gesetzgebung,<sup>1)</sup> und die Verstaatlichung der Wasserkräfte und ihre Fortleitung durch Electricität bildet gegenwärtig den Gegenstand einer Enquête, die der schweizerische Bundesrath veranstaltet.

Abgesehen übrigens von diesem electrischen Zukunftsrechte (über das sowie über das Recht der Luftschiffahrt jugendliche Juristen in Anmerkungen und Zeitungsreferaten sich weiter lustig machen mögen) ist darauf hinzuweisen, dass über das Telegraphen- und Telephonrecht und über die electrischen Leitungen eingehende Rechtsnormen bestehen beziehentlich vorbereitet werden.<sup>2)</sup> Angesichts dieser That-sache ist es doch klar, dass die Universitäten diese Gebiete nicht mehr einfach auf der Seite lassen können.

### 3. Das Industrierecht. Dahin gehört:

- a. das Patentrecht;
- b. das Markenrecht;
- c. das Muster- und Modellrecht.

In der Regel wissen die jungen Juristen von allen diesen Fragen nichts und doch sind sie von grosser practischer Bedeutung.

### 4. Das geistige Autorrecht.

Es gibt allerdings Juristen, welche glauben, dass das litterarische und industrielle Recht auf einem einfachen Principe ruhe, das lediglich im Vorbeiweg im deutschen Privatrechte behandelt zu werden brauche. Ich bin nicht dieser Ansicht: es sind hier sehr viele Fragen im Spiele, welche im Detail erörtert, gewürdigt und verfolgt werden müssen.

---

<sup>1)</sup> Vgl. electrotechnisches Echo 1891 S. 323.

<sup>2)</sup> Vgl. darüber z. B. was das deutsche Reich anbetrifft die Arbeit von Maas, der Telegraphengesetzentwurf und seine Gefahren (Berlin 1891); die Broschüre: die Stellung der Industrie zu den Gesetzesentwürfen über Reichstelegraphenanlagen und electrische Anlagen (Berlin 1891 Sonderabdruck aus Glasers Annalen für Gewerbe und Bauwesen); v. Bar in der „Nation“ 1891, S. 493—497, und Ludewig im Archiv für Post und Telegraphie 1891 S. 595—604.

5. Das Versicherungsrecht.

6. Alle diejenigen Theile des Privatrechts, welche sich sonst noch vom jus commune losgelöst haben, z. B.:

- a. das Wasserrecht,
- b. das Bergrecht.

Nun kann man allerdings sagen, dass dieser ganze Catalog des modernen Rechts (Nr. 1—6) eine Zersplitterung oder Zerbröckelung der Jurisprudenz bedeute, die man nicht befürworten solle. Ich habe ein volles Verständniss für diese Betrachtung. Indessen muss ich mir sagen, dass doch die Thatsache entscheidend ist, dass alle die herausgehobenen Gebiete des modernen Rechts regelmässig zum Gegenstande specieller Gesetze gemacht worden sind und dass die in der Schweiz allein vollzogene Verschmelzung des Obligationen- und Handelsrechts doch mehr Schein als Wirklichkeit ist. Die academische Behandlung der verschiedenen Materien wird sich nach der practischen Ausgestaltung und Behandlung zu richten haben und die Universität kann nicht die Prätention erheben, dass das Leben sich nach ihren Schemata richte. In allen diesen Materien des modernen Lebens ist es absolut nothwendig, eingehende Rücksicht auf fremde Gesetze zu nehmen und den particulären Boden zu verlassen, und es empfiehlt sich eben aus diesen Gründen, eigene academische Lehrvorträge darüber zu veranstalten.

Freilich darf man mir nun nicht die Ansicht unterschieben, als ob ich verlange, dass:

1. den Studenten alle Detailfragen vorgetragen werden.

Der Docent hat sich an die wichtigsten Gebiete zu halten;

2. jede Materie den Gegenstand eines selbständigen Lehrstuhls bilde. So etwas habe ich nirgends gesagt.

Wenn man aber sich für berechtigt hielt, mir entgegenzuhalten, dass das von mir aufgestellte Programm bezüglich des modernen Rechts (S. 59—63 des Gutachtens, Art. 3 I

Nr. 4 des Gesetzesvorschlags) „auf Verblüffung berechnet sei“, so muss ich dieser Bemerkung mit Entschiedenheit und aus voller Ueberzeugung entgegentreten. Seine Auffassung ist mir ein neuer Beweis dafür, wie die rein professorale Welt unter allen Umständen am Alten hängt und alles Neue verabscheut. Man glaubt, dass „der offene Kopf“ des jungen Juristen sich in allen diesen Verzweigungen des modernen Rechts in der Praxis schon „mit Leichtigkeit“ zurecht finden werde. Ich aber behaupte, es hat keinen Sinn, den Kopf des Studenten mit Dingen zu verschonen, welche ihn vom ersten Tage seines practischen Lebens an beschäftigen, welche ihm stets entgegentreten, und ihn dagegen mit Kenntnissen antiquarischer Natur auszurüsten, die er niemals verwerten kann. Hier kommt eben doch wieder in Betracht, dass die Grosszahl der Studenten, welche sich der Jurisprudenz widmen, nicht abstracte Gelehrte, sondern Juristen werden wollen, welche im practischen Leben sich nützlich machen können.

Auch der didactische Werth des modernen Rechts steht demjenigen des alten nicht nach. An den Institutionen und Normen des heutigen Lebens kann gerade der Sinn und die rationelle Tragweite des antiken Rechts vortrefflich demonstriert werden. Am modernen Rechte erziehen wir die Liebe zum alten Rechte!

Endlich gestatte ich mir darauf hinzuweisen, dass die specificirten Gebiete des modernen Rechts auch eine beachtenswerthe Litteratur besitzen, — viele Leute ignoriren sie freilich, weil sie eben über das antike Recht nicht hinauskommen.

#### V. Eine eidgenössische Rechtsschule könnte auch speciell das sociale Recht der modernen Zeit cultiviren.

Die Schweiz war es, welche zuerst die Frage einer Regelung des Arbeitsvertrages in den Fabriken in die Hand nahm und wir besitzen darüber ein nicht ganz einfaches Gesetzgebungsmaterial.

Seither aber ist das deutsche Reich mit grossen social-politischen Gesetzen (Zwangsversicherung etc.) uns vorausgegangen und wir sind auf dem Sprunge dieselben nachzuhahmen.

Auch ist eine internationale Regulirung gewisser Grundsätze in Aussicht genommen. Gerade in diesen Tagen ist zu Bern ein internationaler Congress versammelt, der die Fragen der Arbeiterunfälle discutirt.

Angesichts dieser Erscheinungen ist es absolut nöthig, dass die Juristen sich mit dieser Materie eingehend beschäftigen; denn es handelt sich um Dinge, die keineswegs bloss etwa den Nationalöconomen berühren.

**Résumé.** Wenn ich das Gesagte zusammenfasse, so glaube ich sagen zu dürfen, dass die Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule im hohen Interesse der schweizerischen Rechtswissenschaft liegt und dass eine solche Anstalt, die von der Schweiz errichtet wird, in hervorragender Weise bestimmt ist, eine wissenschaftliche Eigenart zu repräsentieren durch die besondere und intensive Cultur:

1. des internationalen Rechts,
  - a. des Völkerrechts und internationalen Verwaltungsrechts,
  - b. des sog. internationalen Privatrechts,
  - c. speciell des Rechts der internationalen Bureaux;
2. der vergleichenden Rechtswissenschaft,
3. des modernen Rechts,
4. des socialen Rechts.

Freilich wird zuweilen auch die Befürchtung ausgesprochen, dass man den Studenten die Bewältigung eines so grossen Materials nicht zumuthen könne oder dass durch die Schaffung neuer Fächer den Universitäten eine unübersehbare Ausdehnung gegeben werde. Unzweifelhaft ist daran etwas Wahres. Allein es darf nicht vergessen werden, dass eine eidg. Rechtsschule naturgemäss bestimmt ist, eine juristische Anstalt im grossen Stile zu werden, aber gerade

deswegen kann es unmöglich Sache der cantonalen Universitäten sein, ein so umfassendes Programm durchzuführen: ehrlicherweise werden sie bekennen müssen, dass diese Bürde zu schwer für sie ist. Auf der andern Seite wird man doch nicht glauben wollen, dass die sämmtlichen in der Schweiz bestehenden Universitäten ausnahmslos alle von mir skizzirten Aufgaben übernehmen können und werden und dass sie im Stande seien, die geeigneten Kräfte entsprechend zu honoriiren.<sup>1)</sup>

Im Einzelnen kann man ja sicherlich gegen meine Ansichten opponiren und ich bin selber sehr gerne bereit, auf Aenderungen meiner Vorschläge einzutreten, ganz besonders mag es ja wohl richtig sein, dass ich in meinen Ideen zu weit gegangen bin oder dass die Perspective etwas verzeichnet ist. Was schadet dies? Reductionen können durch die vorberathenden Instanzen immer noch vorgenommen werden.

### C. Die Errichtung einer Hochschule für die Staatswissenschaften.

Der Gedanke hat mich lange beschäftigt, ob es nicht rationell wäre, ein specielles eidgenössisches Institut zu schaffen für die Cultur der Staatswissenschaften, also namentlich:

1. der staatsrechtlichen Gebiete,
2. der Nationalökonomie in ihren verschiedenen Verzweigungen.

Unzweifelhaft hätte es etwas Verlockendes, wenn in der Schweiz eine solche Anstalt aufgerichtet würde ähnlich der „Ecole libre des sciences politiques“ in Paris. Dieselbe besteht aus 5 Sectionen:

---

<sup>1)</sup> Es ist freilich im höchsten Grade interessant zu constatiren, dass im Jahre 1891 die Universitäten Zürich, Bern und Genf den juristischen Lehrkörper in erheblicher Weise durch neue Professuren ergänzt haben. Aber die Besoldungen derselben sind und bleiben ungenügend.

1. Die administrative Section,
2. die diplomatische Section,
3. die volkswirtschaftliche und finanzwissenschaftliche Section,
4. die coloniale Section,
5. die allgemeine Section.

Indessen glaube ich doch mit Entschiedenheit auf meinen Ausführungen verharren zu müssen (Gutachten S. 65—75).

Es sind zwei Gründe, welche gegen die Loslösung der Staatswissenschaften von der Jurisprudenz sprechen:

1. Staat, Recht und Wirtschaft bilden im Grunde eine Art wissenschaftlicher Familie, die zusammen gehört;
2. Gerade die Beleuchtung aller dieser Wissenschaftszweige bewahrt vor einer seitiger Auffassung.

Mit diesen Erörterungen stimmt auch die Ansicht von Grünhut, der in seiner Zeitschrift für das Privat- und öffentliche Recht XVIII S. 644/5 betont, die eine Gruppe von Wissenschaften bilde durch ihre Nachbarschaft eine werthvolle Stütze der andern und jede Gruppe für sich allein gebe nur ein der Ergänzung bedürftiges fragmentarisches Wissen.

Damit stehen auch die im Gutachten (S. 71) angegebenen Citate im Einklang. Georg v. Mayer (k. Unterstaatssecretär z. D., jetzt Privatdocent in Strassburg i./Els.) theilte mir mit, dass er 13 Jahre als Privatdocent und a. o. Professor einer isolirten staatswirtschaftlichen Facultät (München) angehört habe, und dass er sagen müsse, dass diese Isolirung der Ausgestaltung der staatswissenschaftlichen Studien keineswegs günstig gewesen sei.

Darnach werden wir doch klüger handeln, wenn wir davon absehen, eine Hochschule für die Staatswissenschaften allein zu gründen, und vielmehr dafür sorgen, dass neben der specifisch juristischen Betrachtung des Lebens auch die sociale, wirtschaftliche und ethische Erfassung der Rechts-

institute stattfinde (vergl. auch die richtige Bemerkung in Zeitschr. für schweiz. R. N. F. IX S. 111).

Dagegen darf ich wohl hier hinzufügen, dass die Materie der Staatswissenschaften speciell auch an einer eidgen. Rechtsschule weit intensiver zur Geltung kommen wird und muss, als es an den cantonalen Hochschulen geschieht. Fast darf man auch heute noch die Bemerkungen als richtig hinstellen, die J. Rud. v. Waldkirch: Gründliche Einleitung zu der eydsgnossischen Bunds- und Staatshistorie, Basel 1757 „Vorbericht“ zu Bd. I.

gemacht hat. Er meint nämlich, dass das *jus publicum* („der fürnehmste und herrlichste Theil der Jurisprudenz“) „ziemlich unter der Bank stecken geblieben sei.“

Nun wurde freilich gesagt, dass man bei uns die Staatswissenschaften nicht „anstudiren“ könne. Es wird von der entgegengesetzten Meinung dergleichen gethan, als ob die gelehrteten Studien dem Administrativbeamten gewissermassen den Kopf verdrehen, als ob sie ihm den gesunden Menschenverstand verdunkeln und als ob das wilde Gebüsch einer administrativen Routine der Zustand sei, der dem Wesen unsers Staats am besten entspreche. Ich kann diese Ansicht nicht theilen. Es ist zwar auffallend, dass angesichts der bei uns existirenden mangelhaften Vorbildung in der Administration alles noch leidlich gut gieng, allein davon kann gewiss keine Rede sein, dass der gegenwärtige Zustand perpetuiert werden dürfe. Vielmehr müssen die Beamten in der Schweiz sich in Zukunft einer wirklichen methodischen Erlernung ihrer Pflichten und Rechte unterziehen und es darf nicht einfach Alles dem Zufall überlassen werden. Unsere jungen Juristen hätten denn auch unendlich mehr Aussicht auf Stellen in der Administration, wenn sie in diesen Zweigen positive Kenntnisse besitzen würden. Allein stellt man sie an einen Verwaltungsposten, so suchen sie sich mit den Formeln und Sätzen des Römischen Rechts zu behelfen, weil ihnen häufig das bestehende Recht nicht geläufig ist. So ist ihnen ein ordinärer Schreiber oder ein Mann der Routine häufig „über“. Um derartige Erscheinungen zu beseitigen

und um überhaupt die Kenntnisse der Staatswissenschaften zu erweitern, werden wir ernsthaft dafür sorgen müssen, dass die Studenten nicht blos einige fröhliche Ausflüge in das Gebiet der Staatswissenschaften machen, sondern sich ihrem Studium vollständig hingeben. Dazu ist ihnen allein an einer grossen Anstalt wirklich Gelegenheit gegeben.

Auch in der nordamerikanischen Union fühlt man das Bedürfniss, die Staatswissenschaften eingehend zu pflegen, und die Wharton School of Finance and Economy in Philadelphia hat nach den erhaltenen Mittheilungen einen sehr berechtigten Ruf.

Sollen wir in der Schweiz trotz der Entwicklung der Bundesadministration zurückbleiben?

#### D. Die Subvention der cantonalen Universitäten.

Ich kann nicht bestreiten, dass der Gedanke ernster Erwägung würdig ist, ob der Bund nicht am richtigsten handle, die nun einmal bestehenden cantonalen Universitäten zu subventioniren. Indessen habe ich doch gegen diese Lösung votirt (Referat S. 19—22) und ich halte auch heute an meiner Meinung fest, unter der Voraussetzung, dass der Bund eine Rechtsschule errichtet. Thut er dies nicht, dann wird allerdings die Subvention der richtige Modus sein. Ich möchte aber primär gegen die Subvention der cantonalen Universitäten noch Folgendes sagen:

1. Die Rechtsentwicklung geht seit der Bundesverfassung von 1874 vom Bunde aus. Der Geist des eidgen. Rechts und der eidgen. Organisation muss in einer Bundesanstalt zum Ausdrucke gebracht werden.

Die Eidgenossenschaft bedarf theoretisch gutgeschulter und sorgfältig disciplinirter Staatsmänner, umfassend gebildeter Richter, Advocaten, Gesetzgeber, die in der Blüthe der Studentenzeit das Bewusstsein erhalten, dass sie berufen sind, weit über die cantonale Atmosphäre hinauszusehen und die Dinge vom nationalen Gesichtspuncte

zu prüfen und zu beurtheilen. Dies Alles trifft heute mehr als je zu; kraft der Initiative kann das Fundament unsres Staatswesens von heute auf morgen angegriffen werden, und hier gilt es mit einem eidgenössischen Blicke vorzugehen. Um dieses Resultat herbeizuführen, bedarf es einer eidgenössischen Anstalt. Die Stärkung der cantonalen Universitäten wird jenem Zwecke nicht gerecht, — die Vergleichung meiner Gegner mit den deutschen Verhältnissen hinkt.

Ich kann mich also für die proponirte Verzettelung eidgenössischer Gelder nicht erwärmen.

2. Nur eine eidgenössische Rechtsschule wird im Stande sein, schweizerische Diplome für die Ausübung der Advocatur und für schweizerische Administrativbeamte auszustellen.

Art. 33 der B.-V. bestimmt:

Den Cantonen bleibt es anheimgestellt, die Ausübung der wissenschaftlichen Berufsarten von einem Ausweise der Befähigung abhängig zu machen.

Auf dem Wege der Bundesgesetzgebung ist dafür zu sorgen, dass derartige Ausweise für die ganze Eidgenossenschaft gültig erworben werden können.

Ich verweise auf S. 103 meines Gutachtens und Art. 23 meines Gesetzesvorschlags (S. 120).

Die mehrfach ausgesprochene und auch von Georges Fazy (la centralisation et l'unification du droit S. 76) vertheidigte Idee, wonach die Eidgenossenschaft in jeder juristischen Fakultät einen Lehrstuhl (des vergleichenden schweiz. Rechts) errichten sollte, halte ich aus den angegebenen politischen Gründen nicht für acceptabel.

### **E. Die Ausweitung der polytechnischen Schule.**

Dr. Simon Kaiser hat in einer Publication von 1891 (Die Unterrichtsanstalten des Bundes und deren Erweiterung) den Vorschlag gemacht:

es sei von Bundeswegen eine Rechtsschule zu errichten, dieselbe mit dem Polytechnikum in Verbindung zu bringen und dieses in eine Hochschule zu erweitern, die den Namen führen würde: Polytechnische und Hochschule. (Bis auf Weiteres dürften die juristische und die philosophische Facultät genügen.)

Diesem Vorschlage fügt Dr. Kaiser noch die Bemerkung hinzu, dass die Petition für die Subventionirung cantonaler Hochschulen nur insoweit berücksichtigt werden könnte, als an der Universität in Lausanne eine Rechtsschule nach eidgenössischer Vorschrift errichtet würde.

Ich habe mich im Gutachten (S. 14—18) gegen diese Lösung ausgesprochen. Ich gebe aber gerne zu, dass es möglich wäre, an der siebenten oder Freifächer-Abtheilung des Polytechnikums eine Ausweitung des Lehrplanes vorzunehmen, die von gutem Erfolge begleitet sein könnte, und dazu bedürfte es im Grunde keines neuen Gesetzes, sondern nur der Anwendung des bestehenden Reglements (S. 18 des Gutachtens). Diese Reform sollte unter allen Umständen vorgenommen werden, möge die Rechtsschule provisorisch oder definitiv begraben werden. Es kann doch einem ernstlichen Zweifel nicht unterliegen, dass an einem Polytechnikum alle Materien des Rechts, die mit den technischen Gebieten irgendwie zusammenhängen, gehörig regulär und selbständige zur Darstellung gebracht werden sollten. Gerade in dieser Hinsicht möchte ich neuerdings auf die interessante Schrift von Zöller (Die Universitäten und technischen Hochschulen) verweisen (S. 206/7). Dabei bestreite ich keineswegs, dass die Art des Unterrichts am Polytechnikum anders sein muss als an den Universitäten.

### Schlusswort.

Wenn ich alle diejenigen Möglichkeiten zusammenfasse, welche eine Förderung des Rechtsunterrichts in der Schweiz herbeiführen können, so muss ich der Errichtung einer eidg. Rechtsschule den Vorzug geben.

Und für diese Idee möchte ich zum Schlusse noch zwei Stimmen anführen.

Die eine röhrt her von E. Rambert, ausgesprochen in einer Broschüre betitelt: *L'avenir de l'instruction supérieure dans la Suisse française. Lettres à Mr. Aug. de la Rive* (Genève et Bâle 1869), S. 30—33. Darin kommt u. A. folgende Stelle vor: *Créons une faculté de droit assez puissante pour devenir un centre national d'études juridiques, et nous rendrons un service considérable à la Suisse entière. Elle en a tous les jours un besoin plus impérieux . . . . L'école de droit ne se bornerait pas d'ailleurs à la jurisprudence proprement dite. Les sciences sociales et politiques y seraient largement représentées . . . . Une institution pareille répondrait à un besoin de plus en plus urgent.*

Die andere Stimme ist die des schweizerischen Juristenvereins. Es war im Jahr 1868, als der Verein den Beschluss fasste:

Der Vorstand sei beauftragt, bei den Bundesbehörden petitionsweise das Gesuch zu stellen für Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule.

Der Vorstand kam diesem Beschluss nach und die Begründung, die er damals entwarf, ist ebenso bündig als kurz: „Es würde durch Errichtung einer derartigen Schule das gemeinsame einheitliche Rechtsbewusstsein in der Schweiz ungemein gefördert, nicht zu gedenken der übrigen wissenschaftlichen und politischen Vortheile, welche ein derartiges Institut unserm Vaterlande bringen würde.“ Die Petition wurde dem Bundesrathe zum Bericht und Antrag überwiesen, allein diese Behörde beschloss am 22. Februar 1869, es werde der Bundesversammlung keine einlässliche Vorlage in Sachen gemacht und der Beschluss gehe vor der Hand an das Justiz- und Polizeidepartement zurück. Die Sache gieng dann in der Revisionszeit unter. Die gegenwärtige Zeit scheint mir berufen jene Idee wieder aufzunehmen und zu realisiren: es fehlt nicht an der richtigen Conjuratur.

Nach dem Gesagten wiederhole ich unter Verweisung auf mein detaillirtes Gutachten folgende

**These:**

Der Juristenverein spricht seine Ueberzeugung dahin aus, dass das beste Mittel, den Rechtsunterricht in der Schweiz zu fördern, in der Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule besteht.

Ich ersuche den Verein, diese These anzunehmen.

---

## Anhang.

---

### **Vorschlag eines Bundesgesetzes betreffend die Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule.**

#### Art. 1.

Es wird eine eidgenössische Rechtsschule errichtet, die mit einer der bestehenden kantonalen Universitäten in Verbindung zu setzen ist.

Der Sitz wird durch ein Gesetz bestimmt.

#### Art. 2.

Mit der Rechtsschule wird eine Schule für die Staatswissenschaften verbunden.

#### Art. 3.

Die Aufgabe dieser Rechtsschule besteht darin, folgende Gebiete zur Darstellung zu bringen und zu pflegen:

##### *I. Das Privatrecht.*

1. Das römische Recht (Institutionen und Pandekten mit Civilprocess).
2. Das germanische Recht.

3. Das Recht des *code civil*.
4. Das moderne Recht:
  - a) das Handels-, Wechsel-, Seerecht;
  - b) das Verkehrsrecht (Eisenbahn-, Post-, Telegraphen-, Telephonrecht); das Industrierecht; das Urheberrecht; das Assekuranzrecht; das Wasserrecht; das Bergrecht.

*II. Das öffentliche Recht.*

1. Das allgemeine und speciell das deutsche und französische Strafrecht, Strafprocess- und Civilprocessrecht.
2. Das allgemeine und speciell das deutsche und französische Staatsrecht, Verwaltungsrecht und die Politik.
3. Das protestantische und katholische Kirchenrecht.

*III. Das internationale Recht.*

1. Das internationale Civil-, Handels-, Wechsel- und See-Recht, sowie das internationale Straf- und Process-Recht.
2. Das Völkerrecht mit specieller Behandlung des Consulat-Rechts.

*IV. Das einheimische schweizerische Recht, das cantonale und intercantonale Recht.*

1. Das eidgenössische und cantonale Civil- und Process-Recht, sowie das Strafrecht (incl. Militärstrafrecht).
2. Das schweizerische und cantonale Staats- und Verwaltungsrecht, sowie die schweizerische Politik.
3. Das schweizerische und cantonale Kirchenrecht.

*V. Die rechtsvergleichende Jurisprudenz.*

*VI. Das sociale Recht* (die Sociologie) insbesondere das Fabrik- und Arbeiter-Recht.

*VII. Die Geschichte* aller einzelnen Disciplinen, namentlich:

1. Die römische Rechtsgeschichte.
2. Die deutsche und französische Rechtsgeschichte.
3. Die schweizerische Rechtsgeschichte.

*VIII. Die Rechtsphilosophie* und die juristische *Encyclopädie*.

**IX. Die sämmtlichen Gebiete der *Nationalöconomie*:**

1. Nationalöconomie (allgemeine und specielle);
2. Finanzwissenschaft;
3. Statistik;
4. Schweizerische Finanzwissenschaft, insbesondere:
  - a) schweizerische Steuerlehre;
  - b) schweizerisches Zollwesen.

**Art. 4.**

Als Hülfswissenschaften werden an der Rechtsschule beziehungsweise an der cantonalen Hochschule, mit der sie in Verbindung gebracht wird, gelehrt:

- a) die Philosophie;
- b) die Geschichte (allgemeine und schweizerische Geschichte);
- c) die Sprachen und Litteraturen der alten und modernen Völker;
- d) die Ethnographie;
- e) die Technologie;
- f) die Technik des Handelswesens (speziell bezügl. des Bank- und Versicherungswesens);
- g) wissenschaftliche und Handelsgeographie;
- h) gerichtliche Medicin;
- i) gerichtliche Beredsamkeit.

**Art. 5.**

Die eidgenössische Rechtsschule wird stets unter Berücksichtigung der sich geltend machenden neuen Theorien alle diejenigen Gebiete pflegen, welche zusammenhängen mit der Jurisprudenz oder den Staatswissenschaften oder mit den allgemeinen Bedürfnissen der Schweiz und mit ihrer völkerrechtlichen Stellung als Verwaltungsstätte internationaler Büros.

Der Bundesrat ist befugt, von sich aus oder auf Antrag der ihm untergeordneten Instanzen neue Lehrfächer einzuführen, soweit dieselben in den Rahmen der Rechtsschule gehören.

### Art. 6.

Die eidgenössische Rechtsschule wird eine umfassende Bibliothek anlegen.

Derselben steht ein Bibliothekar mit einem Gehülfen vor.

Das jährliche Budget bestimmt hiefür den nöthigen Credit.

### Art. 7.

Die wissenschaftliche Vertretung der Materien geschieht in der Weise, dass die hervorragendsten Fächer doppelt (deutsch oder französisch oder italienisch und eventuell englisch) besetzt werden.

### Art. 8.

An der Anstalt besteht Lehr- und Lernfreiheit. Der Unterricht wird nach freier Wahl der angestellten Lehrer in der deutschen, französischen, italienischen, eventuell auch in der englischen Sprache gehalten.

### Art. 9.

Der Lehrkörper besteht aus:

- a) ordentlichen Professoren;
- b) ausserordentlichen Professoren;
- c) Titularprofessoren und Honorarprofessoren;
- d) Hülfslehrern ;
- e) Privatdocenten.

Die Voraussetzungen, unter denen wissenschaftlich und praktisch gebildeten Männern die *venia legendi* ertheilt werden kann, werden durch ein Reglement bestimmt.

### Art. 10.

Die ordentlichen Professoren werden in der Regel auf Lebenszeit gewählt, die ausserordentlichen auf 6 Jahre.

Es wird eine eidgenössische Pensionscasse eingerichtet.

### Art. 11.

Für die Vorlesungen ist ein mässiges Honorar zu bestimmen, das den Docenten zukommt.

Die ordentlichen und ausserordentlichen Professoren sind verpflichtet, in regelmässigem Turnus öffentliche und honorarfreie Vorträge zu halten.

Art. 12.

Es wird ein Jahreskurs eingerichtet, laufend vom 1. October bis 30. Juni, mit 14tägigen Unterbrechungen über Weihnachten, Ostern und Pfingsten.

Art. 13.

Es werden an der Rechtsschule Seminarien über alle Disciplinen eingerichtet. Die ordentlichen Professoren sind verpflichtet, sie abzuhalten.

Es werden specielle Bibliotheken dazu eingerichtet und es ist dafür im jährlichen Budget ein Credit zu bewilligen.

Art. 14.

Die eidgenössische Rechtsschule ist der obersten Leitung des Bundesrath's unterstellt.

Unter dem Bundesrath steht ein eidgenössischer Schulrath.<sup>1)</sup> Er wird aus einem Präsidenten und sechs Mitgliedern gebildet, wovon drei der deutschen und zwei der französischen Schweiz anzugehören haben. Ihre Amtsdauer beträgt sechs Jahre. Er wird mit den Ersatzmännern vom Bundesrathe gewählt. — Der Schulrath wählt einen Secretär.

Die directe Leitung der Rechtsschule erfolgt durch einen Rector, der vom Collegium der ordentlichen und ausserordentlichen Professoren gewählt wird, unter Vorbehalt der Bestätigung durch den Bundesrath.

Art. 15.

Die Ernennung von Professoren, die Bestimmung ihres Gehalts, die Festsetzung von Gratificationen u. s. w. steht auf Grund der Begutachtung des Schulraths dem Bundesrathe zu.

Art. 16.

Der Bundesrath entscheidet über die Abnahme der sämmtlichen die Anstalt betreffenden Jahresrechnungen. Der Schulrath erstattet jährlichen Bericht.

---

<sup>1)</sup> Da schon ein eidgenössischer Schulrath für das Polytechnikum besteht, könnten zwei Sectionen gebildet werden: eine Abtheilung für das Polytechnicium und eine für die Rechtsschule.

## Art. 17.

Das Collegium der Professoren (Art. 9 a, b, c, d) schlägt die ihm gutscheinenden Massnahmen vor, z. B.:

- a) bezüglich der Bedingungen über die Ertheilung der academischen Grade;
- b) bezüglich allfälliger Aenderungen in der Behandlung des Rechtsstoffes;
- c) bezüglich der Seminarien, allfälliger Preise u. s. w.;
- d) bezüglich der Neueinführung von Professuren;
- e) bezüglich der Bibliotheken;
- f) bezüglich der Disziplin.

## Art. 18.

Die Rechtsschule ist befugt, zwei academische Titel zu gewähren:

- a) den Titel eines Doctor des Rechts (*doctor juris civilis*);
- b) den Titel eines Doctor der Staatswissenschaften (*doctor juris publici*).

Die Rechtsschule kann diese Titel auch ehrenhalber ertheilen.

## Art. 19.

Die wissenschaftlichen Bedingungen für die Verleihung dieser Titel wird ein Reglement festsetzen.

Die Gebühren dürfen den Betrag von 200 Fr. nicht übersteigen. Unbemittelten sind sie zu erlassen.

Ein Reglement ordnet die Verwendung der Gebühren.

Ganz hervorragende Dissertationen können auf Staatskosten gedruckt werden.

## Art. 20.

Die Doctordiplome werden in deutscher oder französischer Sprache ausgestellt.

## Art. 21.

Der Besuch der Rechtsschule wird gestattet:

- a) den inscribiren Studenten und Studentinnen auf Grund einheimischer oder fremder Maturitätszeugnisse oder analoger Documente;

b) Auditoren.

Ein Reglement wird das Nähere bestimmen.

Art. 22.

Die sämmtlichen Studenten sind den allgemeinen bürgerlichen Gesetzen unterworfen.

Art. 23.

In Verbindung mit der Rechtsschule wird eine eidgenössische Examinations-Commission errichtet, vor welcher ein Examen abgehalten wird, durch dessen Bestehen die Berechtigung für die Ausübung der Advocatur vor allen Gerichten der Schweiz beziehentlich für die Anstellung in eidgenössischen Beamtungen erwächst. Die Diplome werden vom eidgenössischen Departement des Innern auf Antrag der Experten-Commission ausgestellt.

Die Zusammensetzung der Commission erfolgt durch den Bundesrat.

Art. 24.

Der Canton, in dessen Hauptstadt die eidgenössische Rechtsschule errichtet wird, ist verpflichtet:

1. die den Bedürfnissen der Rechtsschule jeweilen entsprechenden Gebäulichkeiten zur Verfügung zu stellen, gehörig einzurichten, zu bedienen und zu unterhalten:
    - a) für die Vorlesungen,
    - b) für die Examens und Feierlichkeiten,
    - c) für die Seminarien und ihre Bibliotheken,
    - d) für die Bibliothek der Rechtsschule;
  2. die vorhandenen juristischen Büchersammlungen, die dem Canton oder öffentlichen Gesellschaften gehören, der Bibliothek der Rechtsschule ohne Entgelt abzutreten;
  3. Dem Bunde einen jährlichen Beitrag von 100,000 Fr. zu bezahlen;
  4. dafür zu sorgen, dass die Zuhörer der eidgenössischen Rechtsschule in rationeller Weise auch allgemein wissenschaftliche Vorlesungen aus andern Disciplinen hören können (Art. 4).
-

M. le Prof. *Gentet*, corapporteur (Genève), se prononce nettement pour le système des subventions accordées à toutes les facultés cantonales de droit.

Il s'exprime en résumé comme suit:

## I.

Messieurs. Tout le monde est d'accord sur le principe de la participation de la Confédération au développement de l'enseignement du droit en Suisse; mais dès qu'il s'agit du *mode de réalisation*, les divergences commencent. Le problème consiste dans la conciliation des intérêts de la nation suisse, des Universités cantonales, et de la science juridique, intérêts qui sont au fond solidaires. — De nombreux travaux ont déjà paru sur la matière; le rapport imprimé de M. Meili indique ce qui a été publié en langue allemande; pour la Suisse française on peut citer les études de Ch. Secrétan (L'Université fédérale 1862), d'Eug. Rambert (L'Université fédérale 1862) et de Carl Vogt (L'université fédérale 1870). Enfin postérieurement au travail de M. Meili, citons encore la publication de M. Heusler, Prof. à Bâle, intitulée „Zur Frage einer eidgenössischen Rechtsschule.“

La Confédération peut participer au développement du droit en Suisse de 3 manières:

1<sup>o</sup> Création d'une Université fédérale, soit *d'une Faculté fédérale de droit*.

2<sup>o</sup> Subvention à *une seule Faculté cantonale de droit*.

3<sup>o</sup> Subvention à *toutes les Facultés cantonales de droit*.

Avant de discuter ces 3 modes de faire, il convient de se rendre compte de la situation actuelle.

## II.

La science juridique est enseignée dans les 6 Universités cantonales de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zürich, Fribourg, à l'Académie de Neuchâtel et à l'Ecole de droit de Sion.

Ces établissements cantonaux d'instruction représentent des institutions historiques; ils sont le résultat de plusieurs

siècles d'efforts et de sacrifices considérables des Cantons. — A Genève la seule construction des bâtiments universitaires a coûté plus de 3 millions de francs. Aujourd'hui les dépenses annuelles de chacun des cantons de Bâle, Zürich, Genève et Berne pour leurs Universités varient de 350 à 460 mille francs.

Les Universités et en particulier les Facultés cantonales de droit sont évidemment encore susceptibles de perfectionnement dans leur enseignement et dans leur organisation ; mais on peut affirmer hardiment qu'elles ont pleinement atteint leur but et que les résultats obtenus sont conformes à ce que l'on était légitimement en droit d'attendre. — L'expérience a prouvé que nos juristes ne sont nullement inférieurs à ceux de l'étranger, et l'on peut dire qu'il ne serait pas facile de trouver ailleurs, proportionnellement, autant de publications, de journaux, d'associations juridiques et de travaux scientifiques.

Au point de vue interne, la plupart des progrès politiques de la Suisse, entr'autres les Constitutions fédérales de 1848 et de 1874 sont l'oeuvre d'hommes formés par les institutions cantonales. De même dans l'ordre international l'initiative de la Suisse attestée par la Convention de Genève, la Convention internationale sur les chemins de fer etc., a été provoquée par des juristes formés par les facultés cantonales.

C'est à nos Universités cantonales que nous devons cette activité scientifique et juridique répandue sur toute la surface du territoire national. La réunion de ce jour en est à la fois le plus éclatant témoignage et la meilleure justification.

### III.

*Le 1<sup>er</sup> mode de participation de la Confédération consisterait dans la création d'une Faculté fédérale de droit.*

Au premier abord cette idée paraît séduisante et grandeiose, mais après réflexion on s'aperçoit bientôt qu'elle est inacceptable.

Aux sérieuses objections formulées contre cette idée, notamment dans l'intéressante brochure de M. Heusler, Prof. à Bâle, on peut ajouter, que si l'unification du droit paraît désirable, le moyen proposé pour atteindre ce but est mauvais. Mauvais, parce que ce ne serait pas un progrès que les juristes eussent la même origine, fussent tous coulés dans le même moule.

La création d'une Faculté fédérale aboutirait à la disparition de *l'originalité scientifique* qui résulte actuellement des différences de formation et d'éducation des juristes. — Ce fut là, d'ailleurs, l'un des principaux arguments invoqués en 1854 contre la création d'une université fédérale. — Cette uniformité pédagogique, cette centralisation plus administrative que scientifique aboutirait à concentrer la vie publique en un seul point de la Suisse et à l'affaiblir partout ailleurs.

La Faculté fédérale proposée serait une oeuvre purement rationnelle, sans tradition, sans attache dans le passé.

Or nous savons que la Suisse est bien plus oeuvre de l'histoire que de la philosophie idéologique. — Les Universités cantonales, les Facultés de droit sont des institutions qui commandent le respect par leur ancienneté, par les sacrifices qu'elles ont nécessités et les services qu'elles rendent à la nation. — La ruine de ces institutions serait une calamité publique!

Au point de vue pédagogique, il est permis d'affirmer, d'une manière générale, que la création d'une Faculté fédérale de droit aurait un effet délétère sur les Facultés cantonales. On peut prédire qu'il en résulterait une diminution du nombre des étudiants suisses dans les Facultés cantonales. Et cette diminution elle-même aurait pour conséquences, d'abord, d'amener les Cantons à ne plus considérer le maintien de leurs Facultés de droit que comme une nécessité de pure forme, en présence de laquelle les sacrifices actuels seraient superflus, et ensuite de décourager le personnel enseignant qui, ne voyant pas ses efforts récompensés, ne trouverait plus aucun stimulant dans les Facultés cantonales.

Dans la session d'avril 1891, les Chambres fédérales ont repoussé un postulat sur la création d'une *Ecole supérieure de commerce* parce que: „*L'adoption de ce postulat serait pour les écoles existantes un élément d'inquiétude et de découragement.*“

Ces mêmes motifs, vrais pour les écoles de commerce, le sont avec plus de force encore pour nos antiques Facultés de droit.

Il ne faut pas non plus oublier que la différence des langues augmenterait encore les difficultés; une des langues nationales serait certainement sacrifiée; le polytechnicum fédéral est un exemple probant à cet égard.

D'ailleurs l'avenir, en matière d'instruction supérieure, n'appartient pas à ces immenses universités, véritables caravansérails, dans lesquels Professeurs et Etudiants s'ignorent. L'instruction moderne exige une action individuelle constante du maître sur l'élève; ce contract permanent ne peut se réaliser que dans les Facultés cantonales.

La création d'une Faculté fédérale de droit ne sera donc jamais un moyen de développer l'enseignement du droit!

#### IV.

*Le 2<sup>ème</sup> mode de participation de la Confédération à l'enseignement du droit, consisterait dans l'allocation d'une subvention à une seule Faculté cantonale de droit.*

Ce mode de participation réunirait tous les inconvénients déjà signalés. Il aboutirait encore, sous prétexte de favoriser l'enseignement du droit, à édifier une Faculté fédérale sur les ruines des Facultés cantonales!

#### V.

*Le 3<sup>ème</sup> mode de participation de la Confédération à l'enseignement du droit — celui auquel se rattache le corapporteur — consisterait dans l'allocation de subventions annuelles accordées à toutes les Universités, soit à toutes les Facultés de droit.*

Ce mode de faire est conforme à l'art. 27 de la Constitution fédérale d'après lequel: „la Confédération a le droit de subventionner les établissements d'instruction supérieure.“

Tout en écartant les inconvenients déjà signalés, ce mode de participation a l'avantage de ne pas augmenter inutilement le nombre des Facultés de droit et d'encourager les Facultés cantonales en proportion des sacrifices faits par les cantons. Il aura aussi pour effet d'empêcher la concentration de la vie scientifique dans une seule localité; il permettra de maintenir et de développer l'activité juridique sur toute la surface du territoire.

C'est du reste le point de vue auquel paraît se rattacher M. Dubs dans son ouvrage sur le droit public suisse.

La Confédération elle-même est entrée à pleines voiles dans le régime des subventions; c'est ainsi que nous trouvons un arrêté fédéral du 27 Juin 1884, prévoyant un subside annuel de 150,000 fr. pour l'enseignement professionnel, et un arrêté fédéral du 15 Avril 1891 admettant le principe d'une subvention annuelle de 60,000 fr. pour l'enseignement commercial.

Il n'existe aucune raison pour procéder autrement en ce qui concerne l'enseignement du droit.

Ce mode de participation est un surplus conforme aux voeux exprimés au Conseil fédéral en Avril 1888 par tous les cantons universitaires. On voit dans le rapport de Mr. Zutt (Bâle 1888) que les cantons intéressés ont même indiqué l'emploi éventuel des subventions fédérales; les universités de Bâle, Genève et Lausanne ont désigné les chaires dont elles désiraient le développement.

Il va sans dire que l'allocation de subventions fédérales annuelles devrait être soumise à certaines conditions générales déterminées par l'Autorité fédérale.

En terminant cet exposé l'honorable Prof. déclare que ses conclusions lui sont dictées par l'intérêt qu'il porte, à la fois, à la science juridique, à nos Universités et à la Confédération; il propose en conséquence à l'Assemblée les thèses suivantes qui résument sa pensée:

I. En application de l'art. 27 de la Constitution fédérale, la Confédération doit participer au développement de l'enseignement du droit en Suisse.

II. Cette participation devra avoir lieu sous forme de subventions annuelles de la Confédération aux Universités soit aux Facultés cantonales de Droit.

III. Ces subventions pourront avoir pour objet non seulement l'enseignement proprement dit, soit la fondation ou le développement de chaires, mais encore la création ou le développement des bibliothèques, de prix à décerner après concours sur des questions juridiques, etc.

IV. Les subventions de la Confédération pourront atteindre la moitié de la somme des frais supportés annuellement par les cantons, communes, corporations et particuliers.

V. Ces subventions seront accordées aux conditions fixées par la Confédération et notamment sous la condition que les prestations actuelles des cantons, des communes, des corporations et des particuliers ne se trouvent pas diminuées par les subventions que la Confédération allouera.

VI. La Confédération contribuera encore au développement de l'enseignement du droit en organisant, en ce qui concerne les avocats, l'obtention d'un acte de capacité valable dans toute la Confédération, en application de l'art. 33 de la Constitution fédérale.

Der Präsident eröffnet die allgemeine Berathung:

Hr. Oberrichter *Heuberger* in Aarau: Ich glaubte, dass einer der beiden Referenten auch noch ein höheres Ideal vertreten werde als eine schweizerische Rechtsschule oder die Subventionirung der cantonalen Anstalten: die Idee einer schweizerischen Hochschule, einer universitas literarum. Alles was Herr Prof. Meili anführt für die Rechtsschule, spricht auch für die schweizerische Hochschule. Was dagegen spricht, ist nur Muthlosigkeit, Verzagtheit. Die Hochschulverhältnisse bedürfen der Besserung, nicht nur auf Seiten der Professoren, sondern auch auf Seiten der Studenten. Das Gutachten Meili zerfällt in 2 Theile:

1. Den Nachweis der Notwendigkeit einer Rechtsschule oder eigentlich einer Universität. Der Bund kann doch besser als irgend ein Canton eine solche errichten mit einer bessern

Finanzkraft. Wir wollen es kühn und keck erklären, wir verlangen eine schweizerische Hochschule. Sie wird an Stelle einer cantonalen Anstalt treten, die Universitäten der andern Cantone mögen dabei fortbestehen.

Ich stelle daher den Antrag :

Der schweizerische Juristenverein steht für die Errichtung einer schweizerischen Hochschule ein.

Da kann denn auch alles verwirklicht werden, was an Reformen von Meili gefordert wird. Fordert er doch auch, S. 117, eine Reihe von Ergänzungsfächern, die geradezu eine philosophische Facultät bilden, es bedarf dann nur noch der Hinzufügung der beiden andern Facultäten. An dieser Idee einer ganzen Hochschule möchte ich festhalten und sie Ihnen warm ans Herz legen.

Hr. Bundesrichter *Morel*. Wir müssen uns die Situation klar machen. Die eidgenössische Rechtsschule hat 2 Gegner: Die eidgenössische Hochschule und die Subvention der cantonalen Anstalten, beide mit eifrigen Vertretern. Ich aber bin für eine eidgenössische Rechtsschule in Verbindung mit einer staatswissenschaftlichen Schule.

Was dient der Schweiz am Besten? Die Idee einer eidgenössischen Hochschule hat etwas bezauberndes, eine mit reichen Mitteln ausgestattete grosse Hochschule, eine Musteranstalt, wie das Polytechnikum eine war und ist. Ich glaube aber nicht an die Durchführbarkeit der Idee, obgleich es von immensem Nutzen wäre, die jungen Leute der verschiedenen Sprachen und Confessionen zusammenzuführen. Wir würden aber eine vollständige eidgenössische Hochschule nicht einführen können. Ein Lehrstuhl für katholische Theologie könnte nicht errichtet werden, die katholische Kirche hält ihre Leute fern vom Contact der Bildung der modernen Staatsschule. Preussen und Baden schreiben vor, dass die katholischen Priester die Landesuniversität besuchen müssen; Oesterreich selbst stellt von Staatswegen Vorschriften auf, betreffend die Vorbildung der Geistlichen. Der Bund kann dies alles nicht thun. Die Mediciner ziehen die kleinen Universitäten vor, der Natur ihres Unterrichtes entsprechend. Dazu kommt aber, dass seit

Jahrhunderten sich in mehreren Cantonen, und zwar in weiteren Kreisen wirkend, durch deren Hochschulen Stätten geistiger Cultur gebildet haben, die nothwendig herabsinken und nach und nach eingehen müssten. Das wäre ein Nachtheil für die ganze Schweiz.

Ich habe schon 1877 diese Idee ausgesprochen und dabei freilich geglaubt, der Bund könnte da die eine, dort die andere Facultät unterstützen; aber nicht jede juristische Facultät, das wäre eine Zersplitterung der Kräfte.

Inzwischen ist die Idee einer schweizerischen Rechtsschule aufgetaucht. Hier tritt nun vorwiegend der gemeinsame Nutzen der Eidgenossenschaft in Betracht, ohne die grossen Nachtheile, welche eine eidgenössische Hochschule für die cantonalen Hochschulen mit sich führen würde.

Die eidgenössische Rechtsschule liegt vor Allem im wirklichen Interesse des Landes. Neue Anforderungen treten an das Rechtsstudium, speciell im Versicherungsrecht, dem Verkehrsrecht, im schweizerischen Bundesstaatsrecht, der schweizerischen Rechtsgeschichte u. s. w. Grössere Kenntniss ausländischen Rechts ist nothwendig geworden und daherige Vergleichung. Die früheren Anforderungen sind weit überholt. Was das Verwaltungsrecht anbetrifft, so mangelt es bei uns an gründlicher Vorbildung, mit den Nachtheilen die damit in der Gesetzgebung und in der Praxis verbunden sind. Auf dem Gebiete des socialen Lebens sind neue grundlegende Fragen zu lösen, die Geldverhältnisse haben sich geändert, das Steuerwesen bedarf der Remedur auf rationeller und gerechter Grundlage u. s. w.

Das ganze Volk ist an diesen Fragen betheiligt. Die cantonalen Hochschulen können allen diesen vermehrten Bildungsaufgaben, welche die Gegenwart an die Rechts- und Staatswissenschaften stellt, neben ihren sonstigen Aufgaben nicht entsprechen. Nur der Bund mit seinen reichen Mitteln kann solches, und es ist dies eine Pflicht, da die Pflege des höhern Unterrichtswesens auch zu seinen Aufgaben gehört, besonders da, wo die Cantone unfähig sind, selbe zu erfüllen. Die Befürchtung, dass durch eine eidgenössische Rechtsschule,

verbunden mit einer Schule der Staatswissenschaften, die cantonalen Hochschulen zerstört würden, ist eine unbegründete. Jene Hochschulen werden nach wie vor fortbestehen. Höchstens könnte die Frequenz der Studirenden, soweit es die Rechts-facultäten der cantonalen Hochschulen betrifft, etwas darunter leiden, aber auch dies nicht in erheblichem Masse. Die Studenten würden neben der eidgenössischen Rechtsschule immer auch noch die cantonale Hochschule besuchen. Hier besteht daher nicht die Furcht, dass die cantonalen Bildungscentren mit der Zeit eingehen müssten.

Mit den staatswissenschaftlichen Fächern sollen auch nicht die Juristen überladen werden. Jedermann, der allgemeine Bildung sucht, soll hier die nötige Vorbildung für das öffentliche Leben finden.

Die eidgenössische Rechtsschule wird zudem die nationale Idee wenigstens auf diesem Gebiete retten. Ein unendlicher Gewinn wird liegen in dem Zusammenbringen der jungen Leute an einer Stätte gemeinsamer Bildung. Der Gedanke der Rechtseinheit wird hier kräftigere Unterstützung und Beförderung finden. Die gemeinsame Bildungsanstalt wird auch die jungen Leute einander persönlich näher bringen, im Interesse des späteren öffentlichen Wirkens.

Besitzt dann der Bund noch genügende Mittel, so mag er neben der Rechtsschule ja auch noch andere Facultäten cantonaler Hochschulen unterstützen.

Ich beantrage daher zu beschliessen:

Der schweizerische Juristenverein spricht gegenüber der hohen Bundesversammlung den warmen Wunsch aus, es möchte eine eidgenössische Rechtsschule, in Verbindung mit einer Schule der Staatswissenschaften, anschliessend an eine cantonale Hochschule, errichtet werden.

Hr. Ständerath Dr. *Schoch*. Im Gegensatz zum Vorredner habe ich schwere Bedenken. Die eidgenössische Rechtsschule wird die cantonalen Facultäten aufsaugen. Die eidgenössische Anstalt, zumal in Verbindung mit einem Examen, wird eine Dressuranstalt für junge Streber werden. Herr Prof. Meili hat zwar in sehr anerkennenswerther Weise das Princip der

Studienfreiheit festgehalten. Aber die Dinge haben eben ihre Consequenz in sich, und eine solche hauptsächlich praktische Anstalt wird sich eben schulmässig entwickeln. Das Aufgeben der Studienfreiheit führt die Gefahr einer eigentlichen Abrichtung mit sich. Die geprüften Leute werden einseitig ausgebildet, rufen nach Bundesämtern, und dadurch entstehen neue Gefahren für den Bundesstaat. — Es wird alles mögliche verlangt, intercantonales, internationales Recht. Wir werden noch ein intersiderisches Recht erleben. Das sind übertriebene Forderungen. Wenn die Leute nur an einem Orte ihre Studien machen, so behalten sie einen beschränkten Horizont; jetzt gehen sie an fremde Universitäten und das ist gut. Dann die Schwierigkeit der Sprachen; die Gleichstellung der Sprachen ist unmöglich durchzuführen.

Es ist daher bei der Subvention der cantonalen Anstalten zu bleiben, diese ist auch billig, da die Hochschul-Cantone grosse Opfer zu Gunsten der übrigen Cantone gebracht haben.

Hr. Dr. Simon *Kaiser*. Wie soll der Bund den Rechtsunterricht fördern? Wir sind einig, dass der Bund die Pflicht hat etwas zu thun. Wie soll er es thun? Der Gedanke des Herrn Prof. Meili ist unzweifelhaft richtig, nur wenn der Bund selber etwas thut, fördert er den Unterricht. Durch Subventionirung geschieht es nicht. Wir müssen den eidgenössischen Gedanken aufrecht erhalten ohne Rücksicht auf die Gefahr der Schädigung cantonaler Anstalten. Nur der Bund kann die gestellten Aufgaben lösen. „Was besteht, ist auch werth, dass es vergeht“, das möchte ich auf die cantonalen Anstalten anwenden. Ich bin auch aus politischen Gründen für die eidgenössische Rechtsschule; die Bundes-subventionen würden die bedauerliche Wirkung haben, den eidgenössischen Gedanken zu unterdrücken.

Die eidgenössische Bethätigung kann sich äussern in der Errichtung einer eigenen Rechtsschule; ich füge hinzu: durch Entwicklung des Rechtsunterrichts am Polytechnikum. Hier sind schon Keime vorhanden, wir schliessen an Bestehendes an. Ich mache Herrn Gentet aufmerksam, dass seit der

critischen Brochure des Herrn Rambert von 1869 für die Berücksichtigung der französischen Sprache am Polytechnikum sehr viel geschehen ist; die Sprachschwierigkeit wird nicht existiren. Ich mache Sie immerhin auf die Lösung der Frage im Sinne der Sprachverschiedenheit aufmerksam. Die französische Schweiz kann berücksichtigt werden durch Formirung und Subventionirung einer Rechtsschule am Sitze des Bundesgerichtes in Lausanne. Das wäre dann der Standpunkt der Subvention zu einem bestimmten Zwecke und der eidgenössische Gedanke wäre auch gewahrt. Ich verwerfe die rotationsweise oder die zersplitterte Subventionirung. Die Idee, dass der Bund unerschöpfliche Mittel habe, ist eben nicht ganz richtig. Eine weitgehende Subventionirung würde zu einer Zersplitterung der eidgenössischen Mittel führen. Die Subventionirung einer Anstalt würde es nicht sein. Bei zwei Anstalten, einer in der deutschen und einer in der romanischen Schweiz, würde die Gefahr einer Dressuranstalt, die gefürchtet wird, nicht vorhanden sein. Ich resümire meine Auseinandersetzung in dem Gedanken der Unterstützung des Antrages Meili-Morel und eines selbständigen Antrages zu Gunsten der Universität resp. Rechtschule am Sitze des Bundesgerichtes.

Hr. Prof. Stooss: Aus der Discussion geht hervor, dass die cantonalen juristischen Facultäten bleiben sollen; die Cantone wehren sich für dieselben. Damit ist zu rechnen. Ist es nun nothwendig, ob der Bund etwas thue? In welchen Beziehungen sind die Cantone unzureichend? Es ist nicht nothwendig und nicht möglich, den ganzen Rechtsunterricht überall gleichmässig zu unterstützen. Für gewisse Fächer reichen die cantonalen Kräfte, auch die Studentenzahl, nicht aus, obgleich der Bund ein Interesse an den betreffenden Fächern hat. Der Bund soll in die Lücke treten. Dafür ist zu sorgen, dass diese Fächer gelehrt werden, entweder durch Errichtung von Bundesprofessuren oder durch Subventionirung. Es wird richtig sein, zwei Facultäten, welche der französischen und deutscher Zunge, in dieser Weise zu ergänzen und zu kräftigen, und zwar nur mit Bezug auf die betreffenden

den Fächer. Denn es ist nicht möglich, es für alle 6 oder 7 juristischen Facultäten der schweizerischen Hochschulen zu thun. In die Details möchte ich hier nicht eintreten; nur der Gedanke sei in die Discussion geworfen.

Professor A. Heusler: In der Discussion hat bisher im Vordergrunde gestanden die allgemeine Frage, ob eidgenössische Anstalt oder Subventionierung der cantonalen Anstalten. Ich will mich darüber nicht noch einmal aussprechen, nachdem ich es schon schriftlich gethan, um so weniger, als hiebei ebenso wohl allgemein politische als specifisch juristische Erwägungen massgebend sind. Um, wie es einem Juristencongress geziemt, die Sache möglichst von juristischer Seite zu betrachten, muss ich zunächst dem im Referat vorangestellten juristischen Grunde für Errichtung einer eidgenössischen Rechtsschule entgegentreten: „weil wir seit 1874 auf wichtigen Gebieten einheitliches Recht haben und in der Folge die Rechtsentwicklung der Schweiz voraussichtlich mehr und mehr centralisiert werden wird, so müsse auch eine Anstalt des Bundes für wissenschaftliche Pflege des schweizerischen Rechts geschaffen, müsse der Geist des eidgenössischen Rechts in einer Bundesanstalt zum Ausdrucke gebracht werden.“ Diese Argumentation ist durchaus hinfällig, weil für die wissenschaftliche Behandlung des Rechts absolut gleichgültig ist, ob der Bund oder ein Canton Urheber eines Gesetzes ist, und ein eidgenössischer Professor dadurch, dass er vom Bund ernannt und besoldet wird, doch wohl kaum besser inspiriert wird für die Erkenntniss und das Verständniss des schweizerischen Rechts als ein cantonaler Professor. Mit dem gleichen Grunde müsste in Deutschland eine Reichsfacultät des Rechts errichtet werden, damit der Geist des Reichsrechts in einer Reichsanstalt zum Ausdrucke gebracht werde, weil die Landesuniversitäten das nicht thun könnten. Jene Argumentation liesse sich höchstens hören, wenn das von der Bundesversammlung festgesetzte Recht ein bloss subsidiäres, die cantonalen Rechte als Particularrechte fortbestehen lassendes wäre; da das aber nicht der Fall ist, da es die cantonalen Rechte aufhebt und an ihre

Stelle tritt, so liegt auch für die cantonalen Rechtsfacultäten die zwingende Nothwendigkeit vor, es in den Kreis ihrer Lehrgegenstände zu ziehen.

Besonders schwere Bedenken habe ich aber gegen die Häufung des Unterrichtsstoffes, den der Herr Referent (Meili) und auch das Votum des Herrn Bundesrichter Morel der eidgenössischen Rechtsschule zuweisen wollen. Es soll das sog. moderne Verkehrsrecht bis in das minutioseste Detail hinein — wird doch sogar von einem „electrischen Rechte“ gesprochen — zu Hauptfächern des juristischen Unterrichts gemacht werden. Sollen die Postulate des Hrn. Referenten auch nur annähernd realisiert werden, so wird die unausweichliche Folge sein, dass die Studierenden diese sog. modernen Disciplinen zu einem wesentlichen und vorwiegenden Gegenstande ihres Studiums machen müssen, dies um so mehr, wenn dann auch — was nicht ausbleiben wird — für ein Staatsexamen diese Fächer die Hauptsache bilden werden. Eine „intensive“ Beschäftigung mit diesen Disciplinen wird also nothwendigerweise auf Kosten der bisherigen Hauptfächer unseres juristischen Studiums, namentlich des römischen Rechts eintreten. Das betrachte ich als eine grosse Gefahr. Man mag mit Grund die Art und Weise, wie jetzt das römische Recht dociert wird, als überlebt betrachten, — ich selbst bin durchaus nicht einverstanden mit der Einrichtung unsrer Pandectenvorlesungen — aber das bleibt für alle Zeiten bestehen, dass wir die römische Jurisprudenz als Grundlage unseres juristischen Studiums festhalten müssen, weil unser ganzes juristisches Denken, unsere juristische Methode, unsere juristische Construction, unsere juristische Sprache u. s. w. die römischen sind. Die römische Rechtswissenschaft beherrscht unser Denken und ist uns in Fleisch und Blut übergegangen, sie muss daher immer die Grundlage und die Hauptsache des juristischen Studiums bleiben; mag man immerhin die heutige doctrinäre Behandlung des Pandectenrechts aufgeben, es muss der Studierende in die Quellen unserer heutigen Jurisprudenz, in die Pandecten des Corpus juris, gründlich eingeführt werden. Das

wird aber nicht mehr möglich sein und die Studierenden zuerst werden diese Hauptsache vernachlässigen, wenn sie mit den Examenfächern des „modernen Rechts“ überladen sind. Und was wird die Folge sein? Die wahrhaft juristische Bildung wird einem Auswendiglernen der modernen Gesetze weichen, und bei vielen derselben (man denke an das Detail des Markenschutz- oder des Patentgesetzes) wird auch gar nichts anders übrig bleiben als ein Auswendiglernen. Das führt aber nicht zu juristischer Bildung, sondern zu einem Buchstabendienst, in welchem das Recht und die Rechtspraxis verknöchert. Wenn heute zur Frage gestellt ist: Wie soll der Bund den Rechtsunterricht in der Schweiz fördern? so muss ich antworten: jedenfalls nicht durch solchen Cultus des „modernen Verkehrsrechts“, wie ihn der Referent fordert. Schon jetzt tritt in unsrer schweizerischen Rechtsprechung in fast beunruhigender Weise ein formal dialektisches Operieren mit dem Buchstaben des Gesetzes statt einer freien Erfassung der Rechtsidee, wie sie den grossen Römern eigen war, zu Tage, das wird noch viel ärger werden, wenn erst das Ideal des Referenten verwirklicht ist. In der französischen Rechtslitteratur begegnet man oft dem geflügelten Worte eines Magistrats unseres Jahrhunderts: Il n'y a de véritable liberté et de véritable justice que là où le juge se regarde comme esclave de la loi. Diese „belle devise“ ist picant, mag durch ihre Antithese von liberté und esclavage sogar dem einen und dem andern geistreich vorkommen, ist aber von Grund aus falsch. Denn Sclaverei ist immer ein Uebel, selbst gegenüber dem gütigsten, gerechtesten Herrn. Nicht der Slave des Gesetzes soll der Richter sein, sondern sein Priester, der Verwalter des Heiligthums des Rechts, das sich nicht in der Form des kalten Buchstabens erschöpft, und eine Rechtspraxis ablehnen muss, bei welcher gar oft die bona fides und jenes aequum der Römer zu kurz kommt. In diesem Sinn möchte ich auch vor solcher eidgenössischen Rechtsschule als einer „Dressuranstalt“ für verknöchertes Recht warnen.

Es giebt noch andere Wege, auf denen der Bund, wenn

er seine reichen Mittel auch nach dieser Seite verwenden will, viel leisten kann. Der Herr Referent hat die Beteiligung des Bundes am Zustandekommen der grossen wissenschaftlichen Unternehmungen zur Darstellung des schweizerischen Privat- und Strafrechts (Werke von Huber und Stooss) rühmend erwähnt. Ich schliesse mich dem an, und füge bei: dem Verlangen des Herrn Referenten nach einer schweizerischen Rechtsgeschichte kann der Bund wesentlichen Vorschub leisten durch finanzielle Fundierung eines Unternehmens in der Art der *Monumenta Germaniae*, einer in grossem Stil angelegten Herausgabe der schweizerischen Rechtsquellen. Die Arbeitskräfte hiefür werden sich leicht finden.

M. *de Seigneux*, Président de la Cour de Cassation (Genève) constate que si tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il existe des lacunes, dans toutes nos facultés cantonales de droit, les propositions faites successivement par MM. Heuberger, Schoch, Stooss, Morel et Heusler démontrent qu'on ne s'entend plus lorsqu'il s'agit de remédier aux inconvénients signalés. — Rappelant que nous sommes dans une Confédération d'Etats, il croit que la véritable solution consisterait dans *la conciliation* des trois tendances germanique, romande et italienne. En effet personne ne pourrait prétendre que les principes de la toute-justice résident exclusivement dans l'une ou dans l'autre de ces tendances. — Pour arriver à cette conciliation désirable, il faudrait que la Confédération élaborât un programme des branches spéciales dont l'étude est nécessaire pour connaître le droit national suisse. La Confédération confierait alors, suivant une répartition équitable, l'enseignement de ces branches spéciales (législation fédérale sur les chemins de fer, droit public et politique etc.) aux différentes facultés cantonales de droit qui recevraient alors des subventions fédérales proportionnées.

L'orateur déclare en conséquence se rattacher à l'opinion de Mr. Gentet.

M. *Soldan*, juge fédéral, croit que toutes les opinions ont été émises; s'il prend la parole, c'est uniquement parce qu'il a fait partie de la commission fédérale, réunie par M.

le Conseiller fédéral Schenk, en 1889, pour examiner la demande de subvention présentée par les six cantons universitaires. Il tient aujourd'hui à motiver à nouveau l'opinion qu'il avait émise dans cette commission.

Nous devons reconnaître qu'une Université fédérale, très désirable il y a cent ans ou soixante ans, alors que les universités de Zürich et de Berne n'étaient pas encore fondées, n'est plus réalisable aujourd'hui. En effet les temps ont marché. La Confédération ne faisant rien pour le développement de l'instruction supérieure, les cantons ont dû s'imposer de lourds sacrifices pour entretenir et développer chez eux des foyers intellectuels. Les en dépouiller aujourd'hui en leur créant une concurrence redoutable, ne serait pas une oeuvre d'équité.

Quant à la création d'une faculté fédérale de droit elle favoriserait forcément une seule ville au détriment des autres, et présenterait ainsi les mêmes inconvénients qu'une Université fédérale.

La seule solution équitable consisterait donc dans le système des subventions fédérales accordées à *toutes* les universités cantonales.

C'est au fond ce que M. Stooss a lui-même reconnu en disant que la Suisse romande devait aussi avoir sa part.

Si l'on considère d'autre part que des compétitions locales surgiront forcément lors du choix du siège de la future Ecole fédérale de droit, on doit arriver à la conviction que le système des subventions est le seul qui permette à la Confédération de réaliser, à bref délai, et d'une manière pratique, le but indiqué à l'art. 27 de la Const. fédérale.

Da Niemand mehr das Wort verlangt, schliesst das Präsidium die Discussion und geht zur Abstimmung über.

Prof. Stooss beantragt, keine Abstimmung vorzunehmen. Prof. Meili unterstützt den Antrag, da es ihm scheint, dass die Sache nicht so ausgereift sei, um das Ergebniss der Abstimmung als massgebendes Votum gegenüber den Bundesbehörden erscheinen zu lassen. Staatsrath Ruffy beantragt gegentheils Vornahme einer Abstimmung.

Staatsrath Cornaz unterstützt dagegen den Antrag Stooss.

Dr. Blattner spricht sich in gleichem Sinne aus, weil mehr politische als juristische Momente in der Discussion leitend waren. Da zudem der Referent die Sache für nicht spruchreif erklärt, sollte man wohl nicht abstimmen.

In der Abstimmung wird der Ordnungsantrag Stooss mit 54 gegen 30 Stimmen abgelehnt. Es wird daher zur Hauptabstimmung geschritten.

Der Antrag Heuberger (eidg. Universität) wird mit erdrückendem Mehr abgelehnt.

Prof. Meili einigt sich mit dem Antrag Morel: Eidgenössische Rechtsschule verbunden mit einer staatswissenschaftlichen Schule.

Kaiser zieht seinen eventuellen Antrag zurück.

In der Hauptabstimmung entscheidet sich die Versammlung mit 14 Stimmen für den Antrag Meili-Morel, mit 68 Stimmen für die Anträge Gentet.

## Verhandlungen vom 22. September.

### VI.

Conformément au rapport entièrement favorable de M. Rivoire, rapporteur de la commission de vérification des comptes, les comptes de l'exercice écoulé sont approuvés. Voici le résumé des comptes :

#### **Comptes et état de la fortune sociale.**

##### *Recettes.*

1890. Septembre 1 <sup>er</sup>	Fortune sociale à ce jour . fr.	9505. 15
	60 cotisations des nou-	
	veaux membres . . . „	300. —
1891.	645 cotisations des socié-	
	taires . . . . . „	3225. —
	Intérêts des 3 dépôts à la	
	Banque Cantonale . . „	279. 90
		<hr/>
	Transport fr.	13310. 05

	Transport fr. 13310.05
Intérêts du compte courant à dite Banque . . „	39.85
Recettes diverses . . . „	12. —
	<hr/>
	fr. 13361.90

*Dépenses de l'année.*

Prix aux lauréats du concours . . fr.	400.70
Frais d'impression des rapports etc. „	1392.20
Dépenses diverses . . . . „	134.30 „ 1927.20
Fortune sociale au 31 août 1891 . . . .	<hr/> fr. 11434.70

Cette fortune est représentée par	
3 bons de dépôt à la Banque Cantonale vaudoise	fr. 7500. —
Août 31. en compte courant à dite Banque . „	3940.60
	<hr/> fr. 11440.60
Dont à déduire, solde redu au caissier . . . „	5.90
Total égal à la fortune sociale . . . .	<hr/> fr. 11434.70

## VII.

Gemäss dem Berichte und Antrag des Vorstandes wird beschlossen die Revue der Gerichtspraxis im Gebiete des Bundescivilrechts (Revue de la jurisprudence en matière de droit civil fédéral), redigirt von Prof. Schneider in Zürich, Beilageheft der „Zeitschrift für schweizerisches Recht“, auf drei Jahre mit einem jährlichen Beitrag von 250 Fr. zu unterstützen.

## VIII.

Zur Verhandlung kommt das zweite Discussionsthema:

**„Die Grundlagen einer eidgenössischen Gesetzgebung über den Lebensversicherungsvertrag.“**

M. *Rehfous, rapporteur*, veut d'abord distinguer d'une manière nette et précise, le contrat d'assurance sur *la vie* des autres genres de contrats d'assurance.

Il fait observer que le contrat d'assurance sur la vie peut facilement faire l'objet de dispositions législatives spé-

ciales; il estime qu'il serait nécessaire d'élaborer une loi sur cette matière, sans attendre l'élaboration d'une loi générale sur le contrat d'assurance, et la réunion d'un congrès international chargé de fixer les principes fondamentaux du droit privé des assurances.

Passant ensuite à l'examen de ses thèses et de celles de M. le Corapporteur, M. Rehfous maintient sa première thèse; il pense que la liberté de disposer de la police doit être maintenue et qu'aucune considération d'ordre public n'oblige à restreindre cette liberté.

Il insiste sur l'inutilité d'exclure des contrats d'assurance, les décès provenant de condamnations judiciaires; il énumère aussi les objections qui s'opposent à l'insertion, dans les polices, de clauses excluant les décès résultant d'entreprises inconsidérées, d'actes frivoles ou criminels et de changements de profession ou de genre de vie. Ces clauses sont du reste abandonnées par les Cies françaises d'assurance.

L'orateur maintient la nécessité d'établir une *prescription* du droit de l'assureur d'invoquer les réticences de l'assuré comme motif de libération.

Selon M. Rehfous, le capital assuré doit être attribué au bénéficiaire désigné dans la police, *à l'exclusion* des créanciers du preneur. Il invoque à l'appui de cette opinion les motifs suivants:

- 1<sup>o</sup> Cela est conforme à l'art. 128 du Code féd. des obligations.
- 2<sup>o</sup> Le montant de l'assurance payé par l'assureur *n'est point distrait du patrimoine du preneur*, dont il n'a jamais fait partie. En réalité, sa valeur est payée au moyen de primes encaissées pour l'année et de prélèvements sur les réserves.
- 3<sup>o</sup> Il serait difficile d'admettre qu'un débiteur eût eu pendant 10, 20 ou 30 années consécutives l'intention de frustrer ses créanciers du montant des primes d'assurance qu'il a payées.

Quant à la restitution des primes d'assurance payées par un débiteur en fraude des droits de ses créanciers, la

loi fédérale sur la poursuite pour dettes (art. 292) s'oppose à ce que les créanciers puissent réclamer plus de 5 primes annuelles.

M. Rehfous admet enfin avec le Corapporteur la nécessité et le droit de l'Etat d'édicter des prescriptions légales pour garantir la constitution des réserves nécessaires et leur attribution exclusive aux assurés.

L'orateur termine son intéressant exposé, en répétant les thèses formulées dans son rapport écrit.

Der Correferent Regierungsrath *Lienhard* (Bern) hat sich veranlasst gesehen, über den Wortlaut des vom Vorstand formulirten Themas hinauszugehen und einige Fragen in den Bereich der Discussion zu ziehen, welche mehr die Art und Weise des gesetzgeberischen Vorgehens als den Inhalt eines eidgen. Gesetzes über den Lebensversicherungsvertrag betreffen. Er stellt folgende Thesen auf:

- I. a. Der Lebensversicherungsvertrag ist in Verbindung mit dem Versicherungsvertrag überhaupt gesetzlich zu ordnen.  
b. Das Gesetz soll auch die übrigen Arten der Personenversicherung (Unfall-, Invaliditäts-, Krankenversicherung u. dergl.) berücksichtigen.  
c. Es empfiehlt sich, die Frage einlässlich zu prüfen, ob nicht ein internationales Uebereinkommen zur Festsetzung der Grundzüge des Privatrechts der Versicherung anzubahnen sei?
- II. Die Schriftform ist für die Gültigkeit des Lebensversicherungsvertrages im Gesetze nicht vorzuschreiben. Es genügt, wenn dem Versicherer die Ausstellung einer Police zur Pflicht gemacht und deren Inhalt bestimmt wird.
- III. Die Rechtswirkungen, welche sich an die Ausstellung von Policien auf den Inhaber knüpfen, sind gesetzlich zu ordnen. Ebenso das Verfahren zur Amortisation solcher Policien bei Verlust oder Vernichtung und das Recht auf eine neue Police nach durchgeföhrter Amortisation während des Laufes der Versicherung.

Indossable Polcen sind auszuschliessen.

IV. Es geht nicht an, die Vertragsfreiheit dadurch zu beschränken, dass dem Versicherer nicht gestattet wird:

- a. bei Aenderungen des Berufs oder der Beschäftigung oder bei ausschweifender Lebensweise die Auflösung des Vertrages vorzubehalten;
- b. auch in andern als den in These II des Referenten vorgesehenen Fällen schuldhafter Herbeiführung des Todes die Befreiung von der Zahlungspflicht auszubedingen.

Der Gesetzgeber kann höchstens diese Fälle selbst strict normiren oder bestimmen, dass sie in der Police speciell und erschöpfend anzugeben seien.

V. Für alle Fälle ausserordentlicher Beendigung des Lebensversicherungsvertrages (Rücktritt des Versicherungsnehmers, Nichtbezahlung der Prämien, Verletzung der Anzeigepflicht, Erhöhung oder Veränderung der Gefahr, Liberation wegen Selbstmord etc.) ist im Gesetze zu bestimmen, welcher Theil der Prämienreserve (oder der einbezahlten Prämien) vom Versicherer zurückzuerstatten ist.

VI. Die Stellung des Versicherungsnehmers im Falle eines Concurses oder einer Liquidation der Versicherungsgesellschaft ist gesetzlich zu regeln. Es ist ihm im Concurse ein Vorzugsrecht auf die Prämienreserve einzuräumen.

VII. Für die richtige Bemessung und sichere Anlage der Prämienreserve ist auf dem Wege öffentlich-rechtlicher Gesetzgebung und Aufsicht zu sorgen.

VIII. Zur Lösung des Interessenconflictes zwischen dem Beneficiar, welcher die Versicherungssumme bezieht, und den Nachlassgläubigern, Pflichttheils- und Collations-Berechtigten, sowie mit Bezug auf das eheliche Güterrechtsverhältniss, sind in dem eidgen. Gesetze leitende Gesichtspunkte aufzustellen.

- IX. Die Uebertragung einer bestehenden Versicherung vom Versicherungsnehmer auf eine andere Person ist den gleichen Beschränkungen zu unterwerfen, wie die Versicherung auf fremdes Leben.
- X. Die Verjährung der Ansprüche aus dem Lebensversicherungsvertrag ist gesetzlich zu ordnen, unter genauer Bestimmung des Anfangszeitpunktes. Verwirkungsfristen in den Versicherungsbedingungen sind nur zu gestatten, wenn und so weit die Anforderungen des Grossbetriebes solche wirklich erheischen.

Es hat sich dem Correferenten vorerst die Frage aufgedrängt, ob der Lebensversicherungsvertrag in Verbindung mit dem Versicherungsvertrag überhaupt oder aber in einem besondern Gesetze für sich zu regeln sei? Gegen das letztere Verfahren sprechen verschiedene Gründe. Dasselbe würde ziemlich vereinzelt dastehen. Nur ein Vorschlag der österreichischen Versicherungsgesellschaften an das österreichische Justizministerium steht auf diesem Boden. Dagegen haben alle übrigen Gesetzgebungen und Gesetzentwürfe, welche sich mit dem Privatrecht der Versicherung befassen, den umgekehrten Weg eingeschlagen und den Lebensversicherungsvertrag gleichzeitig und im Zusammenhang mit dem Versicherungsvertrag überhaupt geordnet. Er verweist auf die bezüglichen Gesetzgebungen von Preussen, Holland, Zürich, Belgien, Italien, Ungarn, Spanien, Portugal, Chile u. s. w. und auf die Entwürfe zu Handelsgesetzbüchern von Preussen und Württemberg, zu einem bürgerlichen Gesetzbuch für Bayern, den Dresdener Entwurf zu einem deutschen Obligationenrecht, sowie auf den Entwurf eines österreichischen Versicherungsgesetzes von 1870 und die schweizerischen Entwürfe zu einem Handelsrecht und zum O. R. (bis 1877). Stellt man sich auf den gleichen Boden wie diese Gesetze und Entwürfe, so wird deren Benützung wesentlich erleichtert.

Für eine gleichzeitige Ordnung des gesammten Versicherungsrechts fällt insbesondere der Umstand ins Gewicht,

dass viele Einrichtungen und der Betrieb der Lebensversicherung sich in gleicher Weise entwickelt haben wie bei den übrigen Versicherungsarten und dass hieraus eine Gleichartigkeit oder sogar Gemeinsamkeit vieler Rechtssätze entstanden ist. Wollte man auf dem Wege getrennter Gesetzgebung vorgehen, so müsste man eine Reihe von Vorschriften doppelt aufstellen; so alle diejenigen, welche sich auf die Versicherungsgesellschaften, insbesondere die auf Gegenseitigkeit basirenden, die Organe und Mittelpersonen (Agenten), die Bedeutung der allgemeinen Versicherungsbedingungen, die Anzeigepflicht, Prämienzahlung u. a. m. beziehen. Oder man müsste im einen Gesetze auf die Bestimmungen im andern verweisen.

Ein besonderes Bedürfniss, den Lebensversicherungsvertrag vor allen andern Versicherungsarten gesetzlich zu normiren, besteht nicht. Die Erhebungen des eidgenössischen Versicherungsamtes haben ergeben, dass die Processe in Lebensversicherungsfällen nicht zahlreicher sind als in den übrigen Versicherungsbranchen.

Man wendet allerdings gegen den Vorschlag gemeinsamer Gesetzgebung ein, die Zugehörigkeit des Lebensversicherungsvertrages zu den Versicherungsverträgen sei noch nicht festgestellt. Mit diesem Einwande könnte man jedoch die Zeitgemässheit einer Gesetzgebung über die Lebensversicherung schlechthin bestreiten. Will man jetzt schon gesetzgeberisch vorgehen, so wird man weniger auf wissenschaftliche Unanfechtbarkeit in systematischer Beziehung als auf practische Brauchbarkeit und Aneinanderreichung der aufzustellenden Bestimmungen sehen müssen. Wesentlicher als die Ansichten einzelner Theoretiker wird für den Gesetzgeber die Wahrnehmung sein, dass die Lebensversicherung in Sprache und Leben von jeher als eine Unterart der Versicherung angesehen und in Gesetzgebung und Rechtsprechung als solche behandelt worden ist.

Für ein die ganze Versicherung umfassendes Gesetz lässt sich noch anführen: Die Lebensversicherungen werden in den Compendien des Versicherungsrechts (z. B. Lewis, Lehrbuch,

S. 59 und 208) der Gruppe der Personenversicherungen zugeschieden. Nun beruht aber die Eintheilung in Sach- und Personenversicherungen nicht auf der Verschiedenheit des Rechts, welches für die eine und die andere Categorie gilt. Ehrenberg führt aus (in Goldschmidts Zeitschrift): „Es lässt sich kein einziger Rechtssatz angeben, welcher auf sämmtliche Personenversicherungen und auf gar keine Sachversicherungen Anwendung fände und umgekehrt.“ Erlässt man nun ein besonderes Gesetz über den Lebensversicherungsvertrag, so würde eine zusammenhängende Ordnung aller Personenversicherungen verunmöglicht.

Mit dieser Argumentation hat der Correferent theilweise auch schon die These I. b. begründet. Er erklärt, was den Umfang und Plan der privatrechtlichen Versicherungsgesetzgebung betrifft, sich vollständig auf dem Standpunkt zu befinden, welchen Dr. Riesser (im Beilageheft zu Goldschmidts Zeitschrift Bd. XXXV, S. 63) in folgenden Postulaten skizziert hat:

„Das Gesetz darf nicht etwa nur die bekannten Hauptbranchen der Versicherung (Lebens-, Transport-, feuer- und landwirthschaftliche Versicherung) berücksichtigen, sondern muss Regeln aufstellen, welche für jede mögliche Art der Versicherung (Kranken-, Unfall-, Invaliditäts-, Ausstattungs-, Rentenversicherung u. dgl.) anwendbar sind.

„Es hat zunächst diejenigen Grundsätze festzustellen und in einem besonderen Titel voranzustellen, welche allen oder doch den hauptsächlichsten Arten der Versicherung gemeinsam sind, um dann die für jede Versicherungsbranche etwa besonders zu fixirenden Vorschriften in speciellen Titeln anzuriehen.“

Mit der These I. c. möchte der Correferent nur eine Anregung bringen. Er gedenkt nicht die Frage einer internationalen Regelung des Versicherungsvertrages heute abschliessend zu behandeln. Sollte Eintreten auf dieselbe belieben, so müsste sie zum Gegenstande einer besonderen Berichterstattung und Discussion gemacht werden. Denn es setzt ihre Lösung eine Darstellung und

Vergleichung des Rechtszustandes in den verschiedenen in Betracht fallenden Staaten voraus. Vorläufig wird immerhin auf folgende Momente aufmerksam gemacht:

Die private Versicherung ist ihrem Wesen nach auf einen weit ausgedehnten Betrieb hingewiesen. Beinahe sämmtliche grossen Gesellschaften schliessen in mehreren oder vielen Staaten Geschäfte ab. Mit diesem internationalen Charakter des Versicherungsbetriebes ist es nun schwer verträglich, wenn die Versicherungsverträge in jedem Staate einem andern Rechte unterstellt werden. Die unter den Versicherten einer Gesellschaft, insbesondere einer auf Gegenseitigkeit beruhenden, bestehende Gefahrengemeinschaft erfordert, dass sie sämmtlich dem gleichen Recht unterworfen seien. Würde umgekehrt die Geltung der einzelnen Gesetzgebungen auf die Verträge der einheimischen Gesellschaften beschränkt, so würde ein klarer und sicherer Rechtszustand nicht erreicht. Die Versicherten des gleichen Landes würden alsdann unter die verschiedensten fremden Gesetzgebungen zu stehen kommen, deren Kenntniss nicht nur für sie, sondern auch für Richter und Anwälte nur schwer zu erlangen wäre. Dem einen wie dem andern Zustande wäre die vertragliche Ordnung der Verhältnisse ohne Gesetz vorzuziehen.

Auf wenigen Gebieten sind die Vorbedingungen einer internationalen Einigung, wenigstens unter den zunächst in Betracht kommenden Staaten, in höherem Masse vorhanden als hier. In Deutschland, Oesterreich und Frankreich fehlt es, mit Ausnahme des Seeverversicherungsrechts, an einer Gesetzgebung über den Versicherungsvertrag. Das schwerste Hinderniss, welches sich sonst der Schaffung internationalen Rechts entgegenstellt, die Verschiedenheit der bestehenden Gesetzgebungen, würde somit nicht bestehen. Wohl aber sind die Verhältnisse der Versicherung überall die gleichen und es wird auch in allen genannten Staaten das Bedürfniss einer gesetzlichen Regelung anerkannt.

Für die Schweiz würde dieses Vorgehen sich noch speziell desshalb empfehlen, weil sie für die Ausarbeitung dieser schwierigen Gesetzgebung nur über wenige Kräfte verfügt,

und weil ferner die Erstellung eines eidgenössischen Gesetzes beinahe mehr Zeit und Mühe in Anspruch nehmen würde, als die Beteiligung am Abschluss eines internationalen Ueber-einkommens. Dass ein solches kein Ding der Unmöglichkeit ist, beweist insbesondere das internationale Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtvertrag. Die Erfahrungen beim Zustandekommen des letztern zeigen aber auch, dass der soeben vom Referenten vorgeschlagene Weg, zuerst ein eigenes Ge-setz aufzustellen und dann dessen Ausdehnung auf andere Staaten anzustreben, die Schwierigkeiten einer internationalen Regelung bedeutend vermehrt.

## II.

Der Referent hat sich darauf beschränkt, die Fragen zu erörtern, welche ausschliesslich auf die Lebensversicherung Bezug haben. Solche allgemeinerer Natur, welche auch die übrigen Versicherungsarten betreffen, und bei besonderer Regelung der Lebensversicherung auch für diese gelöst werden müssen, wie z. B., ob die Gegenseitigkeitsversicherung nur dem Societätsvertrag oder auch den gewöhnlichen Vorschriften über den Versicherungsvertrag zu unterwerfen, ob die Stellung der Agenten, insbesondere der Umfang ihrer Vollmacht, gesetzlich zu fixiren sei, hat er bei Seite gelassen. Auch in anderer Richtung hat er von erschöpfender Behandlung abgesehen, indem er nur die Normalfälle der Lebensversicherung, die Capitalversicherung auf den Todesfall und die Versicherung auf den Erlebensfall in den Bereich seiner Erörterung gezogen hat. Der Correferent erklärt sich mit diesen Einschränkungen einverstanden, weil der zu behandelnden Fragen immer noch genug bleiben und, mit Bezug auf den letztern Punkt, weil nach Feststellung der für die Versicherung auf den Todesfall geltenden Grundsätze, der Normirung der übrigen Arten der Lebensversicherung nicht mehr grosse Schwierigkeiten entgegenstehen werden.

Die schwierigste und am meisten controverse Frage in dieser Materie ist die bereits berührte nach der juristischen Natur der Lebensversicherung. Unendlich

viel ist seit 30 Jahren hierüber geschrieben worden und dennoch gehen die Ansichten noch immer weit auseinander. Während die Einen die Lebensversicherung wirthschaftlich und rechtlich unter den herrschenden Begriff der Versicherung subsumiren, sprechen ihr Andere ganz oder wenigstens den Hauptarten, den Versicherungen auf den Todesfall und den Erlebensfall, die Versicherungsnatur ab. Sie erblicken darin ein aleatorisches Darlehn, einen reinen Sparcassen-, einen Versorgungs-, Credit- oder Kaufvertrag oder endlich einen Vertrag sui generis. Keine dieser letztern Theorien hat sich Geltung zu schaffen vermocht, weil sie der zur Ableitung von Rechtssätzen erforderlichen Brauchbarkeit oder Präcision entbehren oder mit den thatsächlichen Verhältnissen bei der Lebensversicherung im Widerspruch stehen. Herrschend ist gegenwärtig noch die Ansicht, welche in der Lebensversicherung ein combinirtes Rechtsverhältniss, einen Versicherungs- und Sparcassenvertrag erblickt. Doch glaubt der Correferent, dass auch diese Ansicht schliesslich derjenigen weichen wird, welche die Lebensversicherung als eine wahre Versicherung ansieht.

Die letztere Ansicht ist in jüngster Zeit namentlich von Goldschmidt (Grundriss des Handelsrechts, 2. Aufl., S. 241 und ff.) und Lewis (Lehrb. des Versicherungsrechts, S. 301 und ff.) in überzeugender Weise begründet und gegen alle Einwendungen erfolgreich vertheidigt worden. Goldschmidt führt aus: Die Versicherung auf den Todesfall wie den Erlebensfall werde assecuranztechnisch als wahre Versicherung behandelt. Sie theile ferner das characteristische wirthschaftliche und juristische Merkmal jeder wahren Versicherung: die vertragsmässige bzw. gesetzliche Schädenvertheilung auf eine Gefahrengemeinschaft. Die Constructionen als Darlehn, Credit-, Kaufvertrag etc. seien meist sehr ungenaue Beschreibungen, ignoriren die Eigenthümlichkeit der Versicherungsgemeinschaft, welche gerade hier, insbesondere in der s. g. Prämienreserve, prägnant hervortrete. Die Annahme, es werde ein Spar- oder ein combinirtes Versicherungs- und Spargeschäft eingegangen, sei selbst für die Capitalversicherung

auf den Todesfall unrichtig. Denn so unzweifelhaft ein Sparmotiv zu Grunde liege, so bestimme dasselbe doch nicht den juristischen Zweck und Inhalt des Vertrages.

Die Realisirung des Sparens erfolge nicht in gleicher Weise wie beim Sparcassenvertrag, sondern durch einen Versicherungsvertrag, weil nur dieser das gewollte Capital wirtschaftlich und juristisch gegen alle Aufsparungshindernisse (frühzeitiger Tod etc.) sichere. Den Berechtigten werde die volle Versicherungssumme ausgezahlt, ungeachtet die Prämie nur einmal gezahlt sei, und umgekehrt nie mehr als die Versicherungssumme, sollten auch Prämien in höherem Betrage gezahlt worden sein. Man behauptet, es liege bei diesen Versicherungen keine Gefahr im Sinne des Assecuranzrechts vor, daher auch kein versicherbares Interesse; der etwaige Schaden treffe nicht den Versicherten. Die Gefahr liege jedoch vor in der Ungewissheit des Todeszeitpunktes.

Der „Unfall“, gegen welchen Versicherung genommen werde, sei der unzeitige (verfrühte) Tod, weil er die zum Zwecke der Capitalsbildung erforderliche Sparthätigkeit abschneide. Ein Vermögensschaden liege vor sowohl bei Vereitelung einer begründeten Erwerbshoffnung wie in der durch Capitalsverbrauch oder Verbrauch von Erwerbskraft herbeigeführten Mittellosigkeit, gegen welche die Versicherung auf den Erlebensfall schützt. Wer Versicherung nehme, zeige durch das Opfer, das er bringe, dass ein solcher Schaden drohe; etwaige Ausnahmen seien nur um der Practicabilität des Rechts willen in den Kauf zu nehmen. Nur freilich entziehe sich der Schaden der nachträglichen sichern Schätzung und es müsse desshalb statthaft sein, ihn beliebig zu fixiren. Goldschmidt sagt am Schlusse seiner Beweisführung: „Es ist ein vergebliches Bemühen abstract logischer Jurisprudenz, die Rechtsbegriffe positiv und negativ so abzugrenzen, dass sie nur auf solche Thatbestände Anwendung finden, welche den normalen Zwecken des Rechtsinstituts entsprechen.“

Der Correferent hält dafür, dass uns das längere Verweilen bei dieser theoretischen Streitfrage nicht weit führen werde. Gewiss werde das endliche Resultat des wissen-

schaftlichen Streites für die Gesetzgebung über den Lebensversicherungsvertrag nicht ohne Werth bleiben. Aber beim heutigen Stande der Sache stelle sich die Frage so:

Entweder legiferiren wir, ohne uns an eine bestimmte Theorie zu binden, indem wir uns an das halten, was sich aus dem thatsächlichen Lebensversicherungsbetrieb, den allgemeinen Versicherungsbedingungen, den gewohnheitsrechtlich ausgebildeten Regeln, der Rechtsprechung und den Bedürfnissen des Lebens ergiebt;

oder:

Wir halten es für unumgänglich nothwendig, von einer festen theoretischen Grundlage auszugehen und verzichten auf gesetzgeberisches Vorgehen, bis sich die Ansichten noch weiter abgeklärt haben.

Das erstere Verfahren haben wir schon vielfach in anderer Richtung befolgt, z. B. bei der Regelung des Rechts der Inhaberpapiere, des Urheberrechts u. s. f. und es haben sich wesentliche Uebelstände daraus nicht ergeben.

### III.

Uebergehend zu den weitern vom Referenten behandelten Fragen, erklärt der Correferent, dass er das Bedürfniss schriftlicher Form für den Lebensversicherungsvertrag anerkenne. Dasselbe sei begründet in dem Abschluss der Verträge durch Mittelpersonen, in dem grossen Umfange des Geschäftsbetriebes der Gesellschaften und in der langen Dauer der Verträge. Diesem Bedürfniss werde ohne gesetzlichen Zwang schon jetzt Rechnung getragen, indem die Lebensversicherungsverträge ausnahmslos schriftlich abgeschlossen werden. Die Aufstellung einer gesetzlichen Gültigkeitsform sei also nicht nothwendig; sie sei auch nicht zweckmässig. Mit einer solchen beenge man die Parteien, erschwere den Abschluss und spätere Modificationen des Vertrages und rufe Anfechtungsgründe hervor. Die gewöhnliche Schriftform würde nicht passen, es müsste also eine besondere Form vorgesehen werden; ob dieselbe dann für alle Arten und Combinationen der Lebensversicherung zutreffen

würde, sei zum Mindesten fraglich. Der Hinweis auf die Form des Leibrentenvertrags im schweizerischen Obligationenrecht genüge nicht zur Rechtfertigung des gemachten Vorschages. Der Leibrentenvertrag werde meist von ältern Personen abgeschlossen und habe für dieselben oft eine aussergewöhnliche Bedeutung, weil damit die Uebertragung des ganzen Vermögens des Rentennehmers oder bedeutender Theile davon verbunden zu sein pflegt.

Die Zulassung von Policien auf den Inhaber als Legitimationspapieren (hinkenden Inhaberpapieren), welche die Gesellschaft der Pflicht zur Legitimationsprüfung entheben, liege im Interesse aller Beteiligten. Der Gesellschaft könne nicht zugemuthet werden, sich über die vielen Erb- und ehelichen Güterrechte, unter welchen die vielen Versicherten stehen, die Hinlänglichkeit von Bescheinigungen, die Zuständigkeit der bescheinigenden Beamten u. dgl. Gewissheit zu verschaffen. Für die Berechtigten sei die Beibringung vieler Ausweise mit grossen Zeit- und Geldopfern verbunden. Beiden werden diese Inconvenienzen durch die Inhaberclausel erspart. Freilich können sich an diese Form auch Irrthümer und Missbräuche knüpfen. Durch eine sorgfältige gesetzliche Ordnung werde es möglich sein, üblen Folgen vorzubeugen. Werde so die Police aus einer blossen Urkunde über den abgeschlossenen Vertrag zu einem Legitimationspapier gemacht, so reichen die Bestimmungen des Art. 105 O. R. nicht mehr aus und müssen über die Amortisation weitere Vorschriften erlassen werden. Policien an Ordre würde der Correferent ausschliessen. Lebensversicherungspolicien entsprechen nur selten den Anforderungen von Art. 843 O. R. und eignen sich nicht zu Ordrepapieren. Gesteigerter Circulationsfähigkeit bedürfen dieselben nicht, noch ist solche zu begünstigen. Soll die Ordreclausel nur dazu dienen, den Beneficiar zu bezeichnen, wie das Referat S. 20 ausführt, so ist diese Art von Policien überflüssig, da die Bezeichnung des Dritten in anderer Weise stattfinden kann.

Ueber das rechtliche Wesen und den Umfang der Anzeigepflicht bestehen in Theorie und Rechtsprechung noch

sehr verschiedene Ansichten. Eine umfassende und abschließende Bearbeitung der Lehre fehlt. Der Referent stellt sich grundsätzlich auf den strengen Boden des Seever sicherungsrechts und will eine Verletzung der Anzeigepflicht bei jeder unrichtigen Angabe oder Verschweigung ohne Rücksicht auf bona oder mala fides annehmen. Der Correferent glaubt nicht, dass so weit zu gehen sei. Wenn er auch die Anzeigepflicht nicht ganz beseitigen möchte, wie neuestens von versicherungstechnischer Seite (Behm) befürwortet wurde, so hält er doch eine Beschränkung auf Fälle von mala fides für motivirt. Die Bedeutung der Anzeigepflicht ist eine vorwiegend präventive. Sie soll den Versicherer beim Abschluss des Vertrages schützen. Nicht die wenigen späteren Anfechtungen wegen verletzter Anzeigepflicht sind wesentlich. Der präventive Zweck aber wird auch mit jener Beschränkung erreicht. Diess ergibt sich unzweifelhaft, wenn man die Versicherungsbedingungen der practicirenden Gesellschaften durchgeht und sieht, wie mehr und mehr nur absichtliche Täuschung mit den strengsten Folgen bedroht wird. Für die mildere Ordnung der Sache lässt sich noch anführen, dass die Versicherungsnehmer bei der Lebensversicherung nicht immer so sachkundige und gewandte Leute sind wie bei der Seever sicherung und dass dem Versicherer durch Agenten- und Arztberichte sowie Cartell-Vereinigungen eine weitgehende Kenntniss des Risicos verschafft wird. Mit der Einführung einer Verjährungsfrist von 10 Jahren seit Abschluss des Vertrages, nach Ablauf welcher die Einrede verletzter Anzeigepflicht selbst bei Betrug cessiren soll, ist Hr. L. einverstanden. Es wird damit demjenigen theilweise Rechnung getragen, was die sogen. „Unanfechtbarkeit der Police“ Berechtigtes enthält. Auch stimmt diese Normirung mit den Grundsätzen überein, welche bezüglich der Einrede des Betrugs und der Haftung für absichtlich verschwiegene Sachmängel gelten.

Für den Fall der Auflösung des Vertrags wegen verletzter Anzeigepflicht möchte der Referent dem Versicherer die Rückerstattung der bezahlten Prämien auferlegen, sofern

auf Seite des Versicherungsnehmers nicht mala fides vorlag. Diese Lösung entspricht dem in den Versicherungsbedingungen der Gesellschaften adoptirten Princip. Sie ist nicht genügend. Der Verfall der Prämien trotz Hinfall des Vertrags lässt sich, wenn man die Auflösung des Vertrags mit der strengern Ansicht auf Mangel des Consenses zurückführt, nur aus dem Gesichtspunkt des Schadenersatzes begründen. Ein Risico hat die Gesellschaft nicht getragen. Die Argumentation, sie habe doch riskirt nicht zu entdecken, dass unrichtig declarirt worden, ist unschlüssig. Mit der Entdeckung der unrichtigen Anzeige oder Verschweigung fällt sie dahin. Gegenstand des Vertrages aber war jedenfalls dieses Risico nicht. Soll also Schadenersatz geleistet werden, so ist nicht einzusehen, warum derselbe je nach der Dauer des Vertrages in einem Falle 3, im andern 10 Prämien betragen soll. Eine gesetzgeberische Normirung thut hier noth.

Bis in die jüngste Zeit waltete durchweg die Ansicht vor, dass die Prämien schuld eine Bringenschuld sei. Lewis hat jedoch darauf hingewiesen, dass sie in der Praxis mehr und mehr den Character einer Holschuld angenommen habe, und Riesser (a. a. O.) macht den Vorschlag, sie gesetzlich als solche zu erklären. Der Correferent hält die Gründe hiefür nicht für genügend und möchte auch bezüglich der Prämien schuld bei dem allgemeinen Grundsatz in Art. 84 O. R. verbleiben, nach welchem, beim Fehlen abweichender Vertragsbestimmungen, Geldschulden dem Gläubiger zu bringen sind. Andererseits begrüsst er den Vorschlag, den Gesellschaften die Pflicht zur schriftlichen Mahnung mit angemessener Fristansetzung aufzuerlegen. Diese Abweichung vom Grundsatz: dies interpellat pro homine rechtfertigt sich durch die Schwere der an die Nichtzahlung der Prämie geknüpften Verzugsfolge. Die Einwendungen der schweizerischen Gesellschaften (in der Eingabe von 1877) gegen die obligatorische Mahnung sind nicht stichhaltig. Die Kosten fallen im Verhältniss zur Bedeutung der Sache ausser Betracht. Der Nachweis der Durchführbarkeit sodann wird erbracht durch die Praxis der französischen Gesellschaften,

welche, unter dem Einfluss der Vorschriften des Code civil über die mise en demeure, die Pflicht zur Mahnung in ihren Versicherungsbedingungen allgemein übernommen haben. Es kann dafür auch auf die allgemeinen Versicherungsbedingungen des Vereins der deutschen Privatfeuerversicherungsgesellschaften verwiesen werden. Für anomale Fälle, wie sie in der Eingabe angeführt werden, insbesondere bei unbekanntem Domizil, könnten entsprechende Modificationen vorgesehen werden.

In weitgehender Weise möchte der Referent die Vertragsfreiheit beschränken mit Bezug auf Veränderungen der Gefahr und die Herbeiführung des Todes durch den Versicherungsnehmer. Nur Kriegsdienst, Reisen und Aufenthalt ausserhalb der bewilligten Zone sowie Selbstmord und Duell sollen die Gesellschaft zur Aufhebung oder Suspension des Vertrags oder zur Ablehnung der Zahlung berechtigen. Alle andern Fälle sollen ausgeschlossen sein. Die Tendenz, durch absolute zwingende Vorschriften in das Rechtsverhältniss der Parteien einzutreten, scheint mir gerade hier nicht gut angebracht. Die Lebensversicherungsgesellschaften haben ihre Tarife und Versicherungsbedingungen auf den verschiedensten Rechnungsgrundlagen aufgebaut und dürfen hierin nicht beeinträchtigt werden. Schuldhafte Handlungen jeder Art von Seite des Versicherten sodann, durch welche der Tod herbeigeführt wird, können nicht dem Zufall gleich gestellt werden, gegen dessen Folgen die Versicherung schützen will. Durch die Concurrenz wird bereits dafür gesorgt, dass die allzuhäufigen und verfänglichen Aufhebungs- und Ungültigkeitsklauseln aus den Versicherungsbedingungen verschwinden. Von den 30 in der Schweiz thätigen Gesellschaften knüpfen nur noch 8—10 die Aufhebung des Vertrags an den Uebergang zu gefährlichen Beschäftigungen oder zu ausschweifender Lebensweise. Die Verurtheilung zu längerer Freiheitsstrafe bildet nur noch bei 7 Gesellschaften einen Auflösungsgrund. Aehnlich verhält es sich mit der Herbeiführung des Todes durch muthwillige oder leichtsinnige Handlungen. Einzelne Gesell-

schaften gehen noch weiter, indem sie nach 3 oder 5 Jahren Bestandes der Police auch in den vom Referenten anerkannten Fällen auf Einwendungen verzichten. Dieser Entwicklung sollte der Gesetzgeber nicht hindernd und beengend entgegentreten. Er kann für den Fall des Fehlens von Vertragsbestimmungen ergänzende Vorschriften aufstellen oder festsetzen, dass nur solche Aufhebungs- und Liberationsgründe gelten sollen, welche im Vertrage ausdrücklich und speziell angegeben sind. Damit sorgt er in hinreichender Weise für die Bestimmtheit und Klarheit der rechtlichen Beziehungen zwischen den Parteien. Diejenigen, welche durch Schaffung weniger absoluter Vorschriften die Aufgabe des Gesetzgebers rücksichtlich der Versicherung zu erfüllen glauben, was auch Munzinger als Ausgangspunct vorschwebte, übersehen, dass es sich um privatrechtliche Gesetzgebung handelt. Eine solche hat aber ohne Voreingenommenheit gegen die eine oder die andere Partei aus der Natur des Verhältnisses zu schöpfen und nur da zwingend zu normiren, wo Letztere oder genügende besondere Gründe dazu nöthigen. Auch die wichtige Frage des öffentlichen Wohls (Rechtssicherheit, gute Sitte etc.), wann die Selbstentleibung oder der Selbstmord den Versicherer befreie, möchte ich aus diesem Gesichtspuncke ordnen. Heute länger bei derselben zu verweilen, habe ich keine Veranlassung, da sie 1885 den Gegenstand eines besonderen Referates und einer längern Discussion im schweizerischen Juristenverein gebildet hat.

Wird die Versicherungssumme infolge des Ablebens fällig, so entstehen mannigfache Fragen. Eine Ansicht will dieselbe stets den Angehörigen des Versicherungsnehmers zuwenden, weil immer ein Vertrag zu Gunsten Dritter vorliege. Der Referent bewegt sich ebenfalls in dieser Richtung; doch sieht er schliesslich davon ab, die Consequenzen daraus zu ziehen. Hr. L. hält dafür, dass ein Vertrag zu Gunsten Dritter nur vorliege, wenn der Dritte, welchem die Versicherungssumme zukommen soll, namentlich oder in anderer Weise hinreichend bezeichnet ist. Ist letzteres nicht der Fall, so gehört der Anspruch aus dem Vertrag zum Nachlass des

Versicherungsnehmers, wie z. B. die Forderung aus einem Sparkassenschein. Der Versicherungsnehmer verfolgt mit der Versicherung eigene Zwecke, und zwar können dieselben sehr verschiedener Art sein. Hat er sich nicht darüber ausgesprochen, so ist anzunehmen, dass die Versicherungssumme das Schicksal seines übrigen Vermögens theilen soll. Der gewohnheitsrechtlich ausgebildete Satz, dass der Versicherungsnehmer über das Recht auf die Versicherungssumme verfügen und die Bezeichnung des Beneficiars abändern kann, so lange er demselben kein unwiderrufliches Recht eingeräumt hat, ist im Gesetz festzuhalten. Er ist im Wesen der Lebensversicherung, der langen Dauer des Vertrags, der Veränderlichkeit der Verhältnisse, der fortgesetzten Leistung des Versicherungsnehmers begründet. Die Ansicht, dass damit die Lebensversicherung zu einer Schenkung auf den Todesfall werde und dem Rechte der letztern zu unterwerfen sei, ist abzuweisen. Sie würde dem Zwecke des Geschäfts zuwiderlaufen und zum Ruine der Lebensversicherung führen. Achtzig Procent der Capitalversicherungen auf den Todesfall werden nur geschlossen, weil der Versicherungsnehmer damit für dritte Personen sorgen kann. Würde ihm diese Möglichkeit genommen, so würde er den Vertrag gar nicht abschliessen. Das Unterscheidende der Lebensversicherung und der Schenkung auf den Todesfall springt übrigens in die Augen. Wer eine Versicherung abschliesst, bringt bei seinen Lebzeiten Opfer aus seinem Einkommen oder Vermögen, während der Schenker auf den Todesfall für sich selbst nichts entbehren will. Nach dem Gesagten ist das Recht des designirten Dritten und die Widerruflichkeit der Verfügung klar auszusprechen. Letzteres in Modification des Art. 128 O. R. bezüglich der Lebensversicherungsverträge. Um Streitigkeiten abzuschneiden, sollten einige Zweifelsfälle, wie z. B. derjenige, ob die Bezeichnung „meinen Hinterbliebenen,“ „meinen Erben,“ genüge und wer darunter zu verstehen sei, durch interpretative Normen entschieden werden.

Die Anerkennung eines selbständigen Rechts des Beneficiars auf die Versicherungssumme lässt weitere Fragen ent-

stehen. Welchen Character hat die Zuwendung? Unterliegt sie der Anfechtung von Seite der Gläubiger? Den Bestimmungen über pflichtwidrige Schenkungen oder der Collationspflicht? Gehört sie zur Gütergemeinschaft? Ehe auf diese Fragen eingetreten werden kann, ist der Competenzpunkt zu entscheiden. Wer soll hier legiferiren, der Bund oder die Kantone? Bezuglich der Anfechtungsrechte der Gläubiger kann die Competenz des Bundes nicht in Zweifel gezogen werden; aber auch im Uebrigen halte ich sie für begründet. Der Bund muss die Consequenzen aus dem von ihm einheitlich normirten Rechtsinstitut selbst ziehen. Er darf nicht zugeben, dass die Lebensversicherung im einen Kanton den onerosen Verträgen, im andern den Schenkungen oder Vermächtnissen beigezählt, dass im einen Kanton die Versicherungssumme, und in einem andern die Prämienreserve, in einem dritten die einbezahlten Prämien (oder ein Theil davon) der Reduction oder Anrechnung zu Grunde gelegt werden. Auf die materielle Seite der Fragen kann der Correferent heute schon der mangelnden Zeit wegen nicht eintreten. Er behält sich vor, es später noch zu thun. Nur hinsichtlich eines allfälligen Anfechtungsrechtes der Gläubiger macht er aufmerksam, dass eine einfache Verweisung auf das Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Concurs eine Lösung nicht bringen würde. Die Anfechtungsklage kann nach Art. 290 gegen diejenigen Personen angestellt werden, „welche mit dem Schuldner die anfechtbaren Rechtsgeschäfte abgeschlossen haben.“ Zurückzugeben ist das vom Schuldner erworbene Vermögen. Auf Grund dieser Bestimmungen ist die Anfechtung der auf Grund einer Lebensversicherung erhaltenen Zuwendung nicht denkbar. Auch würde die scientia fraudis des nicht mitcontrahirenden Dritten wohl nie erweislich sein. Und doch können Fälle vorkommen, in welchen der Ausschluss jeder Anfechtung ausserordentlich unbillig sein würde. Es sollte desshalb vom gewöhnlichen Anfechtungsrecht abgesehen und ein practischer Ausweg gefunden werden, etwa so, dass man den Gläubigern gegenüber dem Beneficiar einen Anspruch auf den Betrag der beim Eintritt der Ueberschul-

dung vorhandenen Prämienreserve und der seither bezahlten Prämien einräumt, jedoch nie auf mehr als die Versicherungssumme. In ähnlicher Weise wären die übrigen Fragen zu erledigen.

Nur der kleinere Theil der Lebensversicherungsverträge wird durch Erfüllung von Seite des Versicherers beendigt. Der grössere Theil wird vor der Fälligkeit der Versicherungssumme aus den verschiedensten Gründen aufgehoben. Im Bericht des eidgenössischen Versicherungsamtes für 1889 figuriert z. B. eine französische Gesellschaft, welche im angeführten Jahre 735 Policien durch Auszahlung der Versicherungssumme, dagegen 2238 Policien durch Rückkauf, Umwandlung, Reduction und Verwirkterklärung liquidirt hat. Den Lebensversicherungsverträgen wohnt eine clausula rebus sic stantibus inne, welche in verschiedenen Richtungen zur Geltung kommt. Dieselben werden auf eine lange Dauer und im Hinblick auf Verhältnisse abgeschlossen, die sich verändern können. Hieraus erklärt sich manche Eigenthümlichkeit des Vertrags, insbesondere das dem Versicherungsnehmer durchweg eingeräumte freie Rücktrittsrecht. Von dem letztern wird sehr häufig Gebrauch gemacht. Ausserdem wird der Vertrag vorzeitig beendet wegen Nichtzahlung der Prämien, Aenderungen der Gefahr, Herbeiführung des Todes durch den Versicherten oder Berechtigten, Verletzung der Anzeigepflicht u. s. f.

In allen solchen Fällen ausserordentlicher Beendigung fragt es sich, wem die infolge Wegfall des Risicos frei werdende Prämienreserve zukommen soll. Ueber die Bildung dieser Reserve aus anticipirt bezahlten Prämientheilen, Zinsen und Zinseszinsen hat der Referent das Erforderliche gesagt. Die Anhänger der Theorie, wonach die Lebensversicherung ein Sparcassen- oder ein combinirtes Sparcassen- und Versicherungsgeschäft sein soll, erblicken in der Prämienreserve ein angesammeltes Sparguthaben der Versicherten. Sie lassen aus dem Vertrage Ansprüche zweifacher Art hervorgehen, einerseits gerichtet auf die Versicherungssumme, andererseits auf die Prämienreserve bezw. das Sparguthaben.

Die letztern sollen in sich schliessen das Recht, eine sichere Anlegung der Prämienreserve und, sofern der Vertrag ohne Auszahlung der Versicherungssumme beendigt wird, Herausgabe der Prämienreserve zu verlangen. Von anderer Seite wird ein Rechtsanspruch auf die Reserve in solchen Fällen aus den Grundsätzen der Seever sicherung über das Ristorno erklärt, welche selbst wieder auf die *condictio ob causam datorum* zurückführen. Der letztere Standpunkt erscheint mir sehr berechtigt. Wie in der Seever sicherung versichert man auch in der Lebensversicherung vielfach ohne noch zu wissen, ob das Versicherungsinteresse nicht später wegfallen werde. Tritt dieser Fall oder sonst der Hinfall des Vertrags und des Risicos ein, so würde es nicht gerechtfertigt sein, dem Versicherer die gesammten anticipirt bezahlten Prämien zu überlassen. Es würde sich dies auch aus dem Gesichtspunkt des Schadenersatzes wegen Vertragsbruch nicht begründen lassen; denn der Hinfall des Vertrags ist im Wesen desselben begründet und die Möglichkeit einer solchen Beendigung musste von den Parteien schon beim Abschluss in Aussicht genommen werden.

Von Seite der Versicherungsgesellschaften werden Rechte der Versicherungsnehmer an der Prämienreserve meist nicht anerkannt. Dieselbe sei ein blosser Bilanzposten, eine Angelegenheit des inneren Betriebs und habe für das gegenseitige Rechtsverhältniss keine Bedeutung. Allerdings haben die Gesellschaften nach und nach in ihren Versicherungsbedingungen Zugeständnisse in der gegentheiligen Richtung gemacht.

Der Correferent hält dafür, dass genügende Gründe vorliegen, um den Versicherten gesetzliche Rechte an der Reserve einzuräumen. Dieselbe ist aus Prämienzahlungen, Zinsen und Zinseszinsen davon gebildet; sie ist ein nothwendiger Fonds jedes rationellen Lebensversicherungsbetriebs. Ihr Vorhandensein darf vom Gesetzgeber gefordert und ihre rechtliche Bedeutung von ihm bestimmt werden. Zwar würde ich nicht so weit gehen, jedem Versicherten ein Recht auf Einmischung in die Bildung und Anlegung der Reserve zu geben.

Das würde zu unendlichen Streitigkeiten und Störungen Anlass geben. In dieser Beziehung muss die öffentliche Aufsicht über die privaten Versicherungsunternehmungen eingreifen. Aber ich würde für jeden Fall der ausserordentlichen Beendigung des Vertrags bestimmen, was der Versicherer von der Prämienreserve im Minimum herauszugeben hat. Anfänge einer solchen Rechtsbildung sind schon vorhanden, z. B. in den Handelsgesetzbüchern von Italien, Ungarn und Spanien. Die Schwierigkeiten der Feststellung dieser Ansprüche in quantitativer Beziehung, welche vielfach hervorgehoben werden, bestehen für die Schweiz nicht, weil durch die öffentliche Aufsicht die Rechnungs-Grundlagen der Gesellschaften festgestellt und sogar publizirt worden sind.

Das Maass der einzuräumenden Ansprüche würde nach der Natur der einzelnen Fälle verschieden zu bestimmen sein. So ist es durchaus gerechtfertigt, wenn bei freiwilligem Rücktritt (Nichtzahlung der Prämie) die Gesellschaft einen Theil der Reserve zurückbehält, da sonst leicht ihre Solidität durch Massenaustritte gesunder Leben, z. B. in Folge von Gerüchten, gefährdet werden könnte. Dieser Grund für einen Abzug trifft hinwieder nicht zu in den verhältnissmässig seltenen Fällen der Aenderung der Gefahr, des Selbstmords etc. Im letzteren Falle ist die Herausgabe der ganzen Reserve um so eher gerechtfertigt, als in der Verwirkung der Versicherungssumme bereits eine schwere Folge des Handelns des Versicherten enthalten ist. Recht unangenehm kann die Stellung des Versicherten im Falle einer Liquidation der Gesellschaft werden. Schon der Wegfall des Gewinns kann ihn empfindlich berühren. Aber die Liquidation erschüttert auch in der Regel sein Vertrauen in die Gesellschaft und nur ungern wird er sich zu weitern fortgesetzten Prämienzahlungen verstehen. Dessenungeachtet kann ihm keine bessere Stellung eingeräumt werden, als dem freiwillig Zurücktretenden. Sonst würde jede Liquidation schliesslich in einem Concurse endigen. Die gesunden Versicherten würden austreten und die verbleibenden Versicherten würden ein den Prämienzahlungen nicht aequivalentes vermehrtes

Risiko repräsentieren. Zu noch schlimmeren Situationen führt selbstverständlich der Concurs der Gesellschaft. Tritt ein solcher ein, so sollten alle Verträge von Rechtswegen aufgelöst werden. Mit dem in einzelnen Gesetzgebungen vorgesehenen facultativen Rechte auf Sicherstellung oder Aufhebung ist hier nicht geholfen. Sicherstellung kann der fallite Versicherer nicht leisten. Von dem Rechte der Auflösung aber werden wieder hauptsächlich die Gesunden Gebrauch machen und dadurch die Stellung der Uebrigen verschlimmern. An eine Fortsetzung des Geschäftsbetriebs und Abwicklung der Verträge ist überhaupt nicht zu denken.

Mit der Forderung eines Interesses zur Gültigkeit der Versicherung auf fremdes Leben ist der Correferent einverstanden. Betrachtet man eine solche Versicherung ohne Interesse als Wettassekuranz oder als contra bonos mores verstossend, so darf man sich nicht mit der Einwilligung des Dritten begnügen. Freilich wird dann die Cession des Anspruchs auf die Versicherungssumme durch den Versicherungsnehmer an eine dritte Person in gleicher Weise zu beschränken sein, da sonst Umgehungen des Gesetzes leicht zu bewerkstelligen sind.

Welcher Art das Interesse sei, ob auch ein Affectionsinteresse genügen soll, ist eine heikle Frage. Die Ansicht des Correferenten hierüber ist noch nicht fixirt, doch hält er dafür, es sei ein pecuniäres Interesse zu fordern. Bei den gesetzlich zu bezeichnenden nächsten Angehörigen sei das-selbe zu fingiren.

Die Versicherungsgesellschaften haben es dahin gebracht, die Ansprüche, welche aus den Versicherungsverträgen gegen sie geltend gemacht werden können, enge zu befristen und dem gewöhnlichen Verjährungsrechte zu entziehen. Zum Theil rechtfertigen sich die von ihnen aufgestellten kurzen Verwirkungsfristen durch die Natur der Sache oder durch die Bedürfnisse des Grossbetriebs. So begreift man es, wenn eine kurze Frist für die Anzeige des Todes festgesetzt wird, weil sonst Verdunkelungen des Thatbestandes eintreten können. Aber in manchen Fällen entbehren die Verwirkungs-

fristen dieser Rechtfertigung. Es ist nicht einzusehen, warum derjenige, welcher die Versicherung durch Nichtbezahlung der Prämien aufgibt, seine Ansprüche auf den Policienwerth (*Rückkaufspreis*) verwirken soll, wenn er nicht binnen drei oder sechs Monaten ein Gesuch um Ausrichtung desselben an die Gesellschaft richtet. Der Grossbetrieb hindert die letztere nicht, das Guthaben des austretenden Versicherten zu ermitteln und ihn davon zu benachrichtigen, in welcher Weise er es erheben könne. Ebenso besteht kein besonderer Grund dafür, für die Einklagung streitiger Ansprüche eine ganz kurze Frist zu bestimmen. Denn bei der einzelnen Gesellschaft werden jeweilen nur einzelne Ansprüche, soweit es die Lebensversicherung betrifft, streitig sein, für welche getrennt Conto geführt werden kann, ohne dass die Anforderungen des Grossbetriebs dadurch verletzt würden. An die Stelle solcher willkürlicher Fristen ist eine einheitliche gesetzliche Verjährungsfrist zu setzen.

Hiermit schliesst der Correferent, da er es für unmöglich hält, alle wesentlichen einschlagenden Fragen, selbst die in den Thesen berührten, heute einlässlicher zu behandeln.

---

Die allgemeine Discussion wird eröffnet:

Hr. Director Widmer (Zürich): Was soll der Juristenverein mit diesem Thema anfangen? Ich fasse die Aufgabe so auf, dass wir uns vier Fragen vorzulegen haben:

1. Ist die Codification des Versicherungsrechtes ein Bedürfniss? Ja, sie ist gefordert durch Art. 64 Bundesverfassung, sie gehört zum Obligationenrecht ganz nothwendig, das bestehende Obligationenrecht hat durch Auslassen des bezüglichen Abschnittes seine Aufgabe nicht erfüllt. Die Weglassung fand statt in Folge einer Eingabe der Versicherungsgesellschaften, welche der Commission zum Bewusstsein brachten, dass sie dem Versicherungsrecht nicht gewachsen war. Das Versicherungsrecht steht aber auch im Zusammenhang mit dem Aufsichtsrecht; das Aufsichtsgesetz ruft einem materiellen Recht der Versicherung. Auch für

die Parteien hat es im Streitfall Werth zu wissen, quid juris. Internationale Regulirung des Versicherungsrechtes wäre noch nothwendiger auf dem Gebiet des Aufsichtsrechts, es wäre auch leichter zu erzielen. Uebereinstimmung über die materiellen Grundsätze wird viel schwieriger und auf Jahre noch unausführbar sein. So ist Deutschland bis heute noch nicht zu einem Reichsversicherungsrecht gekommen. Auch in dem Entwurf eines bürgerlichen Gesetzbuches fehlt der Abschnitt. Dagegen können sich die Regierungen über die Art der Aufsicht über die thatsächlich gemeinsamen Versicherungsanstalten vielleicht eher verständigen.

2. Was soll die Codification umfassen? Das gesammte Versicherungswesen, Lebens-, Unfall-, Feuer- etc. etc. Versicherung. Es gibt gemeinsame Grundsätze für alle Branchen. Es gehört hiezu vor allem das privatrechtliche, aber auch das halb öffentliche Recht; also auch das Recht der sogenannten staatlichen Assecuranzanstalten. Im Grund sind dies nur obligatorische gegenseitige Privatanstalten. Ebenso die obligatorische Unfall- und Krankenversicherung, wenn sie eingeführt wird. Ferner die Gesellschaftsbildung, die Bildung der privatrechtlichen Versicherungsgesellschaften. Auch die internen Fragen, Reserve, Capitalanlage u. dgl., wie das für die Actiengesellschaften, Genossenschaften u. s. w. im Obligationenrecht enthalten ist. Das Recht des Assureur zum Versicherten, die Rechte des letztern an der Prämienreserve. Sodann das Verhältniss zu den Dritten, aus der Police Berechtigten; ein Privilegium des Versicherten im Gesellschaftsconcurs ist wohl unnöthig, da die Gesellschaft kaum andere laufende Gläubiger von Bedeutung haben wird. Bei Gegenseitigkeitsgesellschaften sind die Versicherten selber auch die Schuldner. Dies der reiche Inhalt, den das Versicherungsrecht haben soll.

3. Grundlage der Codification. Sie muss so weit als möglich in Uebereinstimmung mit dem schweizerischen Obligationenrecht und dem Bundesgesetz über die Beaufsichtigung sein. Im Grossen und Ganzen soll die bürgerliche Freiheit Grundlage sein, d. h. Vertragsfreiheit unter den Parteien.

4. Was soll der Juristenverein anfangen? Die Meinungen sind noch allzu divergent, wir können daher kaum heute eine Codification feststellen oder über einzelne Thesen abstimmen. Die Theorie der Natur des Vertrages ist nicht festgestellt; ich möchte das Hauptgewicht auf das Moment der gegenseitigen Unterstützung legen. Auch bei den Actiengesellschaften ist die Verbindung der Versicherten unter sich, die innere Gegenseitigkeit das Wesentliche, das Actiencapital nur eine Sicherheit gegen Nachschüsse. Waadt bringt den Versicherungsvertrag unter dem Titel der aleatorischen Verträge. — Hierüber kommen wir nicht so rasch zu Ende.

Die Verjährung der Einrede des Betrugs in 10 Jahren ist unrichtig; die Verpflichtung der Gesellschaft dauert ja noch fort; es wäre auch ein Widerspruch mit den Grundsätzen der Verjährung im Criminalrecht.

Die Frage des Rechtes an der Prämienreserve ist sehr schwierig. Früher fasste man die Prämie auf als Risicoprämie, verbunden mit einer Sparcassenanlage. In neuerer Zeit wird aber die Theorie dahin gefasst, dass die Prämienreserve ganz interne Sache der Versicherungsgesellschaft sei und der Versicherer nur in Folge des Vertrages Anrecht darauf haben könne. Auch in den andern Punkten bedürfen wir der Staatsbevormundung nicht und sie wäre nur schädlich, so die Höhe der Prämien betreffend, die Anlage der Reserven, es wäre sehr schwierig Allgemeingültiges hierüber zu bestimmen. Es hiess jüngst, Deutschland oder Preussen werde von den auswärtigen Gesellschaften Anlage der Prämien in inländischen Papieren verlangen; das wäre das Einzige, was man allenfalls auch verlangen könnte. Die Verpflichtung zur Hinterlage einer Garantiesumme ist in der Schweiz eigentlich im Widerspruch mit dem Arrestverbot der Bundesverfassung. Mahnbriefe sollen dem Versicherten zugestellt werden; geradezu recommandirte Briefe brauchen es nicht zu sein. Die französischen Gesellschaften ziehen auf den Versicherten einen Wechsel. Die Zustellung eines Briefs erscheint oft unmöglich. Wann soll der Brief abgeschickt werden? Binnen der Zahlfrist oder nach Ablauf? Letzteres würde eine Ver-

längerung der Frist bedeuten. Dann gibt das Recommandiren Mühe und grosse Kosten. Die americanischen Gesellschaften speculiren darauf, dass die Versicherten nicht bezahlen. Anders bei uns. Beiderseitiges Vertrauen ist am Platze.

Dies alles nur zum Nachweis, dass Details festzustellen nicht möglich sei. Wir wollen uns beschränken, vom hohen Bundesrath zu verlangen, dass er die Gesetzgebung an Hand nehme im Sinne meines Antrages 4.

Der Sprechende legt folgende Anträge vor:

1. Die Codification des schweizerischen Versicherungsrechtes ist ein wirkliches Bedürfniss.

2. Die Codification soll das gesammte Versicherungswesen umfassen.

3. Die Codification soll soweit möglich in Uebereinstimmung stehen mit dem schweizerischen Gesetz über Obligationenrecht und dem schweizerischen Versicherungs-Aufsichtsgesetz, und ebenso soll sie auf dem Princip der bürgerlichen Freiheit beruhen.

4. Der schweizerische Juristenverein ist nicht in der Lage, die Codification sofort selbst zu redigiren und über die Einzelheiten Entscheide zu fassen;

vielmehr soll der Bundesrath ersucht werden, unter dem Vorsitze des eidgenössischen Justizdepartements eine Experten-Commission mit der Aufgabe zu betrauen und dieselbe aus Staatsmännern, Juristen und Versicherungs-Fachleuten zusammen zu setzen.

1<sup>o</sup> La codification du droit suisse relatif aux assurances est nécessitée par un besoin réel.

2<sup>o</sup> La codification doit embrasser toute la matière des assurances.

3<sup>o</sup> La codification doit s'effectuer de façon à concorder autant que possible avec le Code fédéral des obligations, et avec la loi fédérale relative à la surveillance des entreprises d'assurance; elle doit également se fonder sur le principe de la liberté civile.

4<sup>o</sup> La Société suisse des Juristes n'est pas en mesure de rédiger elle-même et de suite un projet de codification, non plus que de prendre des décisions sur les détails;

mais il convient d'inviter le Conseil fédéral à charger de cette mission une commission d'experts présidée par M. le Chef du Département fédéral de Justice et Police, et composée d'hommes d'Etat, de jurisconsultes, et d'assureurs de profession.

M. Cornaz, conseiller d'Etat, déclare qu'il a entendu avec beaucoup de plaisir le rapport et le corapport ainsi que l'exposé des idées d'un maître, M. le Directeur Widmer, sur la question des assurances.

De cette discussion, on peut relever un enseignement; c'est qu'il est nécessaire de rédiger un nouveau chapitre du Code fédéral des obligations sur les assurances.

Contrairement à l'opinion de M. Lienhard qui, dans son rapport, a prétendu qu'à la rigueur cette question pourrait demeurer dans le statu quo, les décisions de nos Tribunaux étant peu nombreuses sur la matière, M. Cornaz estime qu'il est nécessaire de remédier sans retard à la situation actuelle. — Il n'est pas normal que la majorité des personnes qui s'assurent et paient des primes pendant un certain nombre d'années, reviennent ensuite les mains vides ou avec des remboursements dérisoires. En réalité la question la plus importante est celle du remboursement des primes. — Si, actuellement, il y a peu de procès sur la matière, c'est que la plupart des contrats d'assurance sont conçus d'une manière tellement léonine, que le plus souvent, en cas de contestation, il est impossible à l'assuré de pouvoir engager la lutte avec quelque espoir de succès.

En général, les personnes qui contractent les assurances sont dans une condition très peu aisée, et au bout de quelques années de paiement régulier des primes, les assurés ne peuvent plus continuer et les Compagnies d'assurance ne leur remboursent que des sommes absolument dérisoires. Dans ces conditions on peut affirmer que le contrat d'assurance est, le plus souvent, un contrat léonin de la part des Compagnies d'assurance.

En terminant, M. Cornaz propose que la société suisse des juristes exprime au Conseil fédéral: le voeu que le Code

fédéral des obligations soit complété sur la matière des assurances le plus tôt possible.

Da sich Niemand mehr zum Wort meldet, schreitet das Präsidium zur Abstimmung.

Es lagen vor die Anträge des Referenten, des Correferenten, von Director Widmer und Regierungsrath Cornaz, letztere zwei als Ordnungsanträge.

M. Jeanneret wünscht den Antrag Cornaz dahin zu amendiren, dass nicht gesagt werde, die Gesetzgebung habe sich dem Obligationenrecht als Anhang anzuschliessen.

Vorerst erklären sich 43 Stimmen für die Formulirung Jeanneret gegen 22 Stimmen, die sich für die Formulirung Cornaz erklären. Director Widmer vereinigt sich hierauf mit dem Antrag Cornaz-Jeanneret und es wird derselbe in der Hauptabstimmung einstimmig zum Beschluss erhoben.

#### IX.

Auf freundliche Einladung des Herrn Reg.-Rath Affolter von Solothurn Namens der dortigen Juristen wird Solothurn als nächster Versammlungsort bezeichnet.

#### X.

Die Preisaufgabe betreffend theilt das Präsidium mit, dass dieses Jahr keine Arbeiten eingereicht worden seien. Auf den Antrag des Vorstandes ertheilt der Verein neuerdings einen Credit von 800 Fr. zur Ausschreibung einer Preisaufgabe, wobei dem Vorstand überlassen bleibt, eine neue Aufgabe zu stellen oder die schon gestellte nochmals auszuschreiben.

Der Präsident schliesst die Sitzung um 12 $\frac{1}{2}$  Uhr, indem er die Arbeiten der Referenten und Correferenten und die rege Theilnahme der Anwesenden verdankt.

Genf, den 22. September 1891.

*Namens des Vorstandes:*

Der Präsident:

**Dr. J. Roguin.**

Die Secretäre:

**L. Willemin.**      **E. Zürcher.**